J-M. LUFFIN

Quel fertilisant politique pour une authentique démocratie ?

*Que chacun publie quel serait le genre de gouvernement
qu'il respecterait et nous aurions déjà fait un pas vers sa
réalisation. (H. D. Thoreau)*

J-M. Luffin

Quel fertilisant politique
pour une authentique démocratie ?

Autres titres du même auteur

De la démocratie avant toute chose

L'Illusoir aux mensonges

Premiers pas en (vraie) démocratie

Quand les clefs du pouvoir se glissent dans l'urne

Ces essais sont téléchargeables sur l'un ou l'autre des sites suivants :

<https://issuu.com>

<https://www.fichier-pdf.fr>

<https://lireligne.net/>

<https://fr.calameo.com/>

<https://mon-partage.fr>

ou encore chez l'auteur : citoyengv@gmail.com

Introduction - p. 4
La constitution et le pouvoir partagé - p. 13
Êtes-vous démocrate ? - p. 17
Les 15 principaux vices de l'élection - p. 27
Les 12 avantages du tirage au sort - p. 32
Préambule (exemple de) - p. 36
Exemples d'articles - p. 42
A méditer - p. 99
Il n'y a pas d'utopie - p. 103
Ouvrages conseillés - p. 125

Introduction

Au gré de leurs interventions, nos élus politiques se plaisent à nous assurer que nous sommes leurs «chers concitoyens». Cependant, au risque de déplaire à la plupart d'entre-eux, il s'agit bel et bien d'un leurre, car on ne peut soupçonner ces édiles, sauf s'ils ont eux-mêmes subis un parfait conditionnement, de ne pas connaître le sens exact du terme *citoyen*, tout comme celui de *démocratie*, termes dont ils usent jusqu'à en abuser en toutes circonstances. En apparence, l'intention de nous qualifier de «citoyens» relève du sens civique le plus policé. Il n'en demeure pas moins qu'user du langage de manière à nous faire prendre un régime représentatif pour une démocratie pur fruit s'avère des plus suspects au vu de la réalité des faits.

Tout ce qui suivra dans ces pages mettra en évidence le caractère dramatique de notre réel statut politique, en parallèle à l'usage volontaire, par la majorité des gouvernants, de la langue de bois, ou *novlangue* (on relira avec intérêt «1984» de Orwell), afin de nous réduire et nous maintenir à leur merci, et à ne pouvoir qu'élire des dominants à répétition, pour notre plus grand désappointement. Seuls les initiés aux origines de la démocratie seront à même de confirmer qu'il est notoire qu'un réel citoyen est, par essence, un élément constituant, ce qui s'avère lourd de sens.

Ce qui est loin d'être un détail mérite toute notre attention. En effet, il n'est de réel citoyen que celui qui détient le droit ET le pouvoir de réfléchir, libeller puis voter les lois. Ni plus ni moins. Amputé que nous sommes de ces prérogatives n'avons que l'unique recours de nous choisir des candidats présélectionnés et largement poussés dans le dos par les médias à la botte du pouvoir, ainsi que les financiers et autres grands industriels qui financeront les campagnes électorales, inaccessibles aux budgets des «petits» candidats. Les vainqueurs étant celles et ceux qui géreront en véritables maîtres toutes les affaires de l'État, avec les résultats de plus en plus fâcheux que nous expérimentons depuis 1789. Ce système, il faut le répéter sans cesse, a été mis en place par des oligarques anti-démocrates avérés. A l'heure qu'il est, cela ne devrait plus être ni un secret, ni une incompréhension pour quiconque tellement la chose est flagrante.

Dans le système politique qui est le nôtre, il demeure évident que le peuple - ensemble d'humains qui font nation - est celui sur qui le pouvoir s'exerce intégralement sans contrepartie notoire. Le pouvoir y est délibérément vertical, donc non partagé. C'est tout le contraire de ce que les grecs de l'Antiquité avaient imaginé, avec un succès durable, mais auquel les oligarques mais auquel les oligarques et autre potentats qui suivirent ne voulurent à aucun prix donner suite, eu égard à leurs intérêts personnels, leur avidité de pouvoir, qui traduit un travers millénaire... De là découle le fait que nous subissons les innombrables et inces-

sants aléas d'un régime représentatif qui n'a même pas le courage de se proclamer ouvertement *oligarchie*.

Nous sommes maintenus dans ce type de régime parce que l'on nous a toujours fait croire que les élections figurent la gloire, le sommet, de la démocratie et que ce régime ne peut se passer de représentants, donc des élections. Sachant cela nous avons largement de quoi être inquiets pour l'avenir. Cette «erreur humaine» a tellement bien réussi et fait son chemin qu'aucun pays au monde n'est véritablement, totalement, démocratique. En faisant preuve de bonne foi, on comprendra que vouloir définir une *démocratie représentative* n'est ni plus ni moins qu'un oxymore (des termes qui se contredisent) - comme l'ont déjà souligné divers auteurs, sitôt que l'on s'efforce de regarder sous la loupe le mot démocratie et ses principes fondamentaux.

Ce livre se veut une sorte de mode d'emploi pour débutants en démocratie - la vraie, celle que nous n'avons jamais pratiquée, pour celles et ceux qui ont toujours cru dur comme fer qu'ils bénéficiaient des bienfaits de ce régime, mais qui, au vu de la situation socio-économique générale, se posent néanmoins des questions et affirment être de plus en plus dégoûté(e)s de la politique. Et comment ne pas l'être, effectivement ! Pourtant, si nous le pouvions, nous aimerions certainement nous en mêler sérieusement. Notre légitime désir serait qu'en cet art d'administrer les affaires générales de l'État, nous fussions à la fois capables et détenteurs du pouvoir d'adapter une pratique politique plus

équitable, qui tienne beaucoup plus compte des souhaits et attentes d'un peuple manifestement de moins en respecté. Des dirigeants politiques qui n'accordent pas la parole au peuple et qui ne respectent pas sa volonté ne sont ni plus ni moins qu'une bande de despotes, même si leur pays s'affuble du nom de «démocratie représentative».

La présente démarche d'éducation citoyenne est conçue pour faire prendre conscience de ce qu'un adolescent de 15 ans peut comprendre : nos « représentants » ne représentent en fait que le pouvoir que nous leur avons cédés. Ils ne représentent donc qu'eux-mêmes ! De plus, ils se sont gardés de nous faire enseigner en quoi consiste une bonne constitution, un vrai citoyen dans une authentique démocratie. Mais aussi : comment - et pourquoi - faire la différence entre élection et tirage au sort. D'emblée, il importe de retenir que nous sommes tous responsables de ce que nous faisons mais également de ce que nous ne faisons pas, sous des prétextes divers.

Cette dernière réflexion devrait inciter le lecteur à se pencher sur son rôle exact d'électeur, mis en balance avec celui de citoyen, de ce qui peut en découler au niveau de sa responsabilité dans l'ensemble de ce qui survient au sein de notre société. Cette approche peut se faire en mode solitaire ou collectif, mais toujours elle se doit d'être branchée sur une seule pensée, dont la portée peut bouleverser nos idées reçues sur la politique et l'art de la pratiquer : quoi que l'on pense et souhaite, il s'agit essentiellement de défendre l'intérêt général. Ce projet doit être décidé en toute bonne

foi, développé de manière volontaire, désintéressée, pour faire la différence entre une attitude passive, fataliste, égoïste, et la détermination à prendre en mains notre destinée commune de manière souveraine. Y travailler régulièrement revient à faire un atelier constituant, en valorisant ce qui nous unit, en aplanissant ce qui nous divise. Seulement, au grand jamais les ploutocrates qui décident TOUT de notre existence ne voudront partager le pouvoir. Cela ne doit pas nous décourager, au contraire ! Améliorer la société ne pourra se faire qu'avec du temps et non par le haut, mais bien par le bas. Avant d'imaginer que les ateliers sont inutiles et que seul un rapport de force violent serait la solution, cherchons à déterminer la cause de l'échec des révolutions, apprenons d'abord à mieux connaître le texte majeur qui doit nous défendre contre les abus des élus. Nous avons grand intérêt à étudier les fondements et la manière de mettre en place la société à laquelle nous aspirons. L'erreur tragique commise par les révolutionnaires est de ne jamais parvenir à s'unir en une communauté majoritaire de citoyens véritables. Ce piège conduit inmanquablement à remplacer un tyran par un autre.

Devenir un élément politique actif de la société, cela s'apprend. Les ateliers formateurs de citoyens nous aident à devenir une mouvance vigilante, égalitaire, sans chefs ni meneurs, sans représentants ni partis. Au sein d'un atelier, c'est l'égalité politique de tous, associée au souci du bien commun, qui prévaut, parce que l'on y pense en réels dé-

mocrates. Ces ateliers nous invitent à reprendre confiance en notre aptitude à gérer les affaires politiques grâce à l'intelligence collective et à la formation permanente. Sans ce sursaut, nous nous condamnons à élire encore et encore des maîtres. On *élit* des maîtres, on *vote* des lois...

Les élus ont eu tendance à professionnaliser, à complexifier la politique, histoire d'en mieux détenir les rênes et d'en écarter le peuple. Généralement, les gens s'estiment incompetents en matière politique. Ce qui ne les empêche guère de s'entre-déchirer sur tout ce qui concerne le législatif. Ils pensent aussi ne pas pouvoir trouver le temps ou ne veulent pas se mêler de ce qui leur paraît incompréhensible. En réalité, ce sont des puissants qui s'ignorent. Nul ne possède la science infuse. Compétence et efficience s'acquièrent. Quant au temps, avec de la bonne volonté et une organisation raisonnée on peut toujours en trouver suffisamment. Aptitude et efficacité peuvent trouver un potentiel d'énergie renouvelable à l'envi : la légitimité.

Resterions-nous passifs, nous qui nous plaignons sans discontinuer de nos élus, si nous avons la liberté de pouvoir décider de l'essentiel de notre vie, alors que nous estimons qu'ils le font si piètrement ? La légitimité permet de trouver l'envie de chercher les moyens d'inverser le rapport de force établi par un pouvoir toujours plus abusif lorsqu'il n'a plus de limites. Toute la stratégie politique des oligarques ne vise qu'à maintenir en place, coûte que coûte, un pouvoir dévolu à leur seul profit. Aussi, déplorer à l'infini un système qui ne

nous convient pas sans rien tenter relève du masochisme, d'un manque de courage ou d'un aveuglement certain. Critiquer un système avec un *esprit* de la critique permet d'envisager des solutions. En apprenant à devenir constituants, nous pouvons changer de cap en douceur, pour ne plus nous laisser abuser du berceau au tombeau.

Le salut du peuple n'est pas une question de chance ou de foi, c'est une question de volonté et de savoirs. Être démocrate c'est être politiquement bien avisé. Ce livre se veut une invitation à l'écriture d'articles fondamentaux, afin d'élaborer un jour, au fil de l'expérience, un projet de constitution, texte essentiel s'il en est, qui doit pouvoir convenir au plus grand nombre d'entre-nous. Familiarisons-nous avec les articles de la constitution existante. Écrivons ce que nous souhaiterions améliorer, sans nous attarder sur des questions de niveau législatif. Concentrons-nous sur le niveau essentiel, constituant. Ne craignons pas de nous mêler ainsi de la politique à son niveau le plus haut. Ne concerne-t-elle pas notre destin de A à Z ? N'oublions pas que nos élus ont tout fait pour la rendre rébarbative, jargonnable. A nous de la vouloir compréhensible, claire. Nul besoin d'être juriste pour y parvenir, l'essentiel étant de *savoir* ce que nous voulons, *pourquoi* et *comment* nous le voulons. L'atelier constituant est le premier pas à faire pour édifier les bases d'une société vivifiante, la moins compétitive, la moins hiérarchisée possible, avec le plus possible de pouvoirs partagés, le plus possible d'égalité politique et de justice.

Sur le plan de la mise en forme, l'ordre et la numérotation des articles proposés plus loin sont aléatoires et ne respectent pas celui de la constitution de 1958, car il s'agit d'un exercice. De plus, la réflexion à l'origine de certains alinéas paraîtra excessive (quoi que, au vu de la « Macronie »...). Mais souvenons-nous qu'une constitution est une espèce d'assurance sur notre devenir. Elle doit prévoir le pire et protéger le peuple au maximum. C'est l'exact contraire de ce que garantit l'actuelle constitution.

Au vu des faits dont nous ont comblés les présidents et leurs gouvernements respectifs depuis Charles de Gaulle, ce pire est, en 2020, devenu le quotidien de millions de personnes en France. Le bon sens veut que si tout devait se dérouler sous les meilleurs auspices, un contrat social entre peuple et pouvoir n'aurait pas lieu d'être. Dès lors, l'excès qui, au gré de l'un ou l'autre article offusquera le lecteur ne traduit jamais qu'une immense prudence jointe à une extrême défiance vis-à-vis de la sphère politique, dont nul n'ignore plus de quoi elle est capable et... incapable.

La constitution et le pouvoir partagé

Il n'est jamais inutile de se répéter. La valeur de la constitution d'un État varie selon le régime en place. Dans une situation politique véritablement démocratique *elle doit avoir une valeur supérieure à toute loi, donc être absolument contraignante*. Elle est à la fois l'acte politique et la loi fondamentale qui unissent et régissent de manière organisée et hiérarchisée l'ensemble des rapports entre gouvernants et gouvernés au sein de l'État, celui-ci étant compris en tant qu'unité d'espace géographique et humain. Ce texte majeur doit être craint par les mandataires. Il doit établir et imposer un maximum de limites à l'ensemble des pouvoirs, toujours momentanément en fonction. Une bonne constitution doit impérativement protéger les droits et les libertés des citoyens contre les abus de pouvoir potentiels des titulaires des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, bancaire, médiatique, militaire, financier.

L'ébauche présentée ici a pour unique ambition de proposer un modèle de quelques articles revus, afin de susciter la réflexion et l'envie d'en écrire sur d'autres thèmes. Ce travail est forcément incomplet, sujet à discussions, à modifications, mais en ayant toujours en point de mire la défense impartiale de l'intérêt commun.

Le texte initial des articles sur lesquels j'ai travaillé a été créé en 2017 par le concepteur (ou l'un des membres) du site *J'écrislaconstitution.fr*. La présente version est en grande partie due à mes propres contributions. Faites la comparaison avec le texte qui résulte de cet atelier virtuel et la conjoncture politique actuelle, pour vous faire une idée de ce que pourrait être une constitution écrite *par* le peuple *pour* le peuple.

On l'aura compris, ces articles n'ont pas la prétention d'être définitifs, ni écrits en langage juridique. Cependant ils gagneraient à rester compréhensibles à tout un chacun. Traquez dans ces articles les possibles contradictions, les excès, les inévitables manques, les probables oublis, les erreurs et les doublons. Faute de place et de moyens, certaines sections ont été à peine ébauchées. Dans ce qui n'est qu'un point de départ n'hésitez pas à l'amplifier de vos propres articles. Avec l'expérience vous serez vite familiarisé à cette discipline citoyenne pour constater que, la plupart du temps, les constituants finissent par écrire des articles, assez similaires dans le contenu, puisque répondant aux souhaits de la majorité. Ce phénomène prouve assez que le peuple sait parfaitement ce dont il ne veut plus, ce qui lui convient le mieux, et qu'il se révèle tout à fait capable de penser et d'organiser la vie en société.

En son temps Montesquieu avait déjà mis en évidence qu'une loi qui n'a pas reçu l'assentiment du peuple, qui n'a été ni écrite, ni votée par lui, n'est pas, ne peut pas être une loi. Autrement dit, elle est nulle, fausse, illégitime. Ainsi en

est-il des constitutions qu'avec solennité on ose nous servir dans un écrin, tel le joyau de la démocratie. Logiquement, il découle de ce constat qu'une constitution est en réalité une anti-constitution dès lors qu'elle est à la fois pensée, écrite et votée exclusivement par des personnes qui songent à se protéger, à se favoriser *elles*, en réduisant au maximum les légitimes prérogatives du peuple.

Nous avons là le fait coutumier, scandaleux d'une « élite » foncièrement anti-démocrate, puisque juge et partie, donc en permanent conflit d'intérêt. Nos élus se trouvent ainsi *toujours* en contradiction avec leurs actes et leurs propos. Dans un contrat social, quiconque institutionnalise ses propres intérêts, notamment grâce au système de l'élection, est un faux démocrate. Ce système-là est pensé et voulu par les riches, mis en place par et pour les riches. Ce qui n'a fait jusqu'ici qu'engendrer des générations de menteurs, de manipulateurs, d'obsédés de la domination d'autrui et de la capitalisation. Cela n'a-t-il pas assez duré ?

Dans l'intérêt de tous, contester l'actuelle constitution de 1958 est du devoir de quiconque veut se réveiller un jour *citoyen*. En devenant constituant, nous nous transformons aussitôt en fertilisant permanent au sein d'une société responsable. Après nous être rendu compte combien nous avons été dupés...

L'individualisme est le pire ennemi de la démocratie. Pour émerger d'un système dans lequel nous nous enlisons, pour que le monde change, il faut d'abord que les gens changent, ensemble. Afin que la population se sauve elle-même, il faut qu'une grande majorité de ses éléments se politise dans le meilleur sens du terme, qu'elle s'investisse sérieusement, de manière continue dans leur rôle citoyen. C'est le prix à payer pour espérer concrétiser durablement l'avènement d'une démocratie qui soit tout le contraire de la mascarade dont nous sommes à la fois les victimes et les responsables, de génération en génération.

A présent, passons à un petit jeu : mettons à l'épreuve nos connaissances vis-à-vis de certains termes avec lesquels nous sommes plus ou moins familiarisés et, le cas échéant, comblons nos lacunes...

Êtes-vous démocrate ? (Morpheusfd)

(Plusieurs réponses possibles par question)

A- Quels sont les rôles principaux et fondamentaux d'une constitution dans un régime démocratique ? : 1) Organiser les pouvoirs - 2) Définir la politique de la nation - 3) Définir la fonction et les limites du pouvoir - 4) Protéger le peuple contre les abus de pouvoir.

B- En philosophie politique, quel est le mode de désignation qui caractérise un régime démocratique ? : 1) L'élection - 2) Le tirage au sort - 3) Le concours - 4) L'hérédité.

C- Qu'est-ce qu'un référendum ? : 1) Une consultation populaire non contraignante - 2) Un plébiscite citoyen - 3) Une consultation populaire décisionnelle - 4) Un processus populiste dangereux.

D- Qu'est-ce qu'un parti politique ? : 1) Une institution clef de la pluralité démocratique - 2) Une faction politique visant à obtenir le pouvoir - 3) Une association de personnes partageant les mêmes opinions - 4) Un groupe de personnes partageant les mêmes intérêts.

E- Qu'est-ce qu'un référendum abrogatoire ? : 1) Une consultation populaire permettant d'adopter une loi - 2) Une consultation permettant d'annuler une loi - 3) Une consultation permettant de réviser une loi - 4) Une consultation permettant d'exclure un mandataire.

F- Qu'est-ce que l'anarchie ? : 1) Une situation de désordre résultant de l'absence de pouvoir - 2) C'est l'absence d'ordre et de structures sociales - 3) C'est une organisation sociale fondée sur l'égalité et sans pouvoir centralisé - 4) C'est ce qui se produit lorsqu'il n'y a plus de gouvernement.

G- Qu'est-ce qu'une assemblée législative démocratique ? : 1) Une assemblée qui vote les lois - 2) Une assemblée qui écrit les lois - 3) Une assemblée qui écrit et vote les lois - 4) Une assemblée qui s'assure de la constitutionnalité des lois.

H- A quoi sert une assemblée constituante ? : 1) Elle détermine la composition des autres assemblées - 2) Elle rédige le projet de constitution de la nation - 3) Elle contrôle le pouvoir exécutif - 4) Elle modifie le texte constitutionnel.

I- Qu'est-ce qu'un référendum législatif ? : 1) Une consultation populaire permettant d'abolir une loi - 2) Une consultation permettant d'adopter une loi - 3) Une consultation permettant de réviser une loi - 4) Une consultation permettant d'exclure un mandataire.

J- Qu'est-ce qu'un conseil constitutionnel ? : 1) Une assemblée qui s'assure de la constitutionnalité des lois - 2) Une assemblée qui écrit la constitution - 3) Une assemblée qui vote la constitution - 4) Une assemblée qui écrit et vote la constitution.

K- Qu'est-ce qu'une oligarchie ? : 1) Le gouvernement par les riches - 2) Le gouvernement par les meilleurs - 3) Le gouvernement par le petit nombre - 4) Le gouvernement d'un seul.

L- Qu'est-ce qu'un référendum révocatoire ? : 1) Une consultation populaire permettant d'abolir une loi - 2) Une consultation permettant d'adopter une loi - 3) Une consultation permettant de réviser une loi - 4) Une consultation permettant d'exclure un mandataire.

M- Qu'est-ce que la hiérarchie ? : 1) Une structure sociale d'origine militaire - 2) Une structure sociale d'origine théologique - 3) Une structure sociale d'origine naturelle - 4) Une structure sociale d'origine culturelle.

N- Qu'est-ce que l'ochlocratie ? : 1) Une situation de chaos résultant de l'absence de pouvoir - 2) Un désordre social résultant de la passion des foules - 3) C'est l'absence d'ordre et de structures sociales - 4) C'est le gouvernement des marchands.

O- Comment s'appelait l'assemblée du peuple à Athènes, dans l'Antiquité ? : 1) La Boulè - 2) Le Sénat - 3) La Chambre des communes - 4) L'Ekklesia.

P- Qu'est-ce qu'un mandat impératif ? : 1) Un mandat libre et non révocable - 2) Un mandat limité dans le temps - 3) Un mandat octroyant des pouvoirs exceptionnels - 4) Un mandat attribuant des pouvoirs limités.

REPONSES : A- 2 et 4 * B- 2 * C- 3 * D- 2 et 4 * E- 2 * F- 3 * G- 2 * H- 2 et 4 * I- 2 * J- 1 * K- 3 * L- 4 * M- 2 * N- 2 * O- 4 * P- 2 et 4

EXPLICATIONS

Rôle d'une constitution : *Lorsqu'un grand nombre de personnes veulent faire société, il est nécessaire d'établir des règles conventionnelles, un contrat social, permettant de résoudre les conflits et limiter au maximum les abus de pouvoir. C'est de cette façon que s'établissent des institutions qui sont alors dotées de certains pouvoirs.*

Afin que nul n'en abuse, la principale fonction de la constitution est d'établir des principes fondamentaux qui devront être rigoureusement respectés par les mandataires, à tous les niveaux institutionnels, sans exception. Le principe qui justifie cela est le constat que tout pouvoir tend naturellement à corrompre les personnes, même les plus vertueuses.

Tirage au sort : *Le mode de désignation principal des mandataires dans un régime démocratique est le tirage au sort, et non l'élection, comme cela nous est enseigné depuis le milieu du XIXe siècle ! L'élection peut être partiellement adoptée dans un régime démocratique pour des cas particuliers où lorsque des compétences particulières sont requises, c'est alors l'exception, non la règle.*

On peut également, dans pareil cas, avoir recours au concours. Les élections sont aristocratiques NON démocratiques. Elles introduisent un élément de choix délibéré, de sélection des « meilleurs » - ou prétendus tels, citoyens (les aristoï) au lieu du gouvernement par le peuple tout entier. (Aristote).

Référendum : *Cette procédure permet à une institution, au président ou au peuple de se prononcer en toutes matières, le plus*

souvent par oui ou non. Contrairement à une consultation populaire, le référendum a une valeur contraignante, irrévocable c'est-à-dire que le résultat doit être respecté et mis en application par le gouvernement. C'est donc bien le peuple qui décide, qui conserve « la main » en dernier ressort.

Le référendum est le processus indispensable lorsque les institutions ne peuvent trouver un accord ou lorsque la question requiert l'avis du plus grand nombre.

Partis politiques : *Ils sont considérés, à tort, comme des institutions fondamentales de la démocratie. La raison en est que les fondateurs de notre régime actuel (oligarchique) étaient ouvertement anti-démocrates et qu'ils ont instauré, non la démocratie mais un gouvernement représentatif (prétendument) fondé sur l'élection. Dans ce cas, les partis deviennent l'incarnation de factions partisans ayant pour fonction de permettre à une « élite » d'accéder au pouvoir et de le conserver.*

Simone Weil (1909-1943) écrivait dans sa Note pour la suppression générale des partis politiques : « L'idée de parti n'entraîne pas dans la conception politique française de 1789, sinon comme mal à éviter. »

Dans la démocratie athénienne des Ve et IVe S. avant J.-C., les partis s'appelaient hétairieia ou hétairikon. Ils désignaient un groupe de nature politique visant à l'oligarchie, et ils étaient très mal considérés.

Abrogation : *C'est déclarer nul ce qui avait été établi ou institué. L'abrogation est synonyme d'abolition ou d'annulation. Le terme est principalement utilisé en droit et en politique (abro-*

ger une loi). Un référendum abrogatoire permet au peuple d'annuler une loi.

Anarchie : Du grec *arkhein* commander et *a-* privatif, signifie sans commandement, sans chef. Cela désigne un mode d'organisation sociale fondé sur l'égalité et des rapports horizontaux, en opposition aux systèmes sociaux verticaux, fondés sur des principes hiérarchiques (anarchie est antonyme de hiérarchie).

Parler d'anarchie pour désigner une situation chaotique, de désordre social, est un abus de langage issu d'une propagande visant à diaboliser l'idéologie anarchiste.

Le mouvement anarchiste, né au XIXe S. résulte du fait que le mot « démocrate » était dévoyé par tous les partis politiques (même les royalistes) qui s'en revendiquaient pour des raisons électorales et démagogiques.

Les courants anarchiques sont nombreux. Pour beaucoup d'entre-eux, leurs adeptes sont bel et bien des démocrates qui ont renoncé à se désigner comme tels.

Assemblée législative : Assemblée qui a pour fonction de légiférer, d'écrire les lois. Dans notre régime parlementaire pseudo-démocratique, les députés détenant la prérogative de voter les lois en plus de les écrire... sont forcément juges et parties ! Les démocrates athéniens de l'antiquité ne voyaient pas les choses ainsi : le pouvoir suprême consistait à voter les lois.

Cette prérogative était dévolue aux citoyens, au sein de l'*Ekklesia*. Une assemblée rédigeait les lois, mais ces dernières étaient votées par les citoyens. La logique de cela est qu'un peu-

ple qui vote ses propres lois est bien plus enclin à les respecter. Et cela assure une meilleure cohésion sociale.

Assemblée constituante : *Son rôle consiste à rédiger le projet de constitution de la nation. Projet qui doit ensuite être adopté par le peuple - et par lui seul - généralement par un référendum.*

Dans notre régime représentatif ce projet est rédigé par des professionnels politiques (ce qui constitue une grave confusion d'intérêts) et est ensuite validé par les membres du Parlement. L'assemblée constituante peut également avoir pour fonction de réviser les textes constitutionnels.

Pour obtenir une assemblée constituante citoyenne, sans conflits d'intérêts, il est indispensable de recourir au tirage au sort et d'exclure totalement le recours à des élections.

Référendum législatif : *Il permet au peuple de voter une loi. Cette procédure est inutile dans un régime démocratique, dont la constitution prévoit que la prérogative de voter les lois est réservée à l'assemblée citoyenne. Cette procédure n'est utile que dans un régime dans lequel les lois sont votées par une assemblée législative (Sénat ou Parlement) et elle vient alors en complément.*

Conseil constitutionnel : *Il s'agit d'une assemblée qui a pour rôle de veiller à ce que l'ensemble des lois et réglementations qui sont édictées soient conformes aux principes établis dans la constitution. Le Conseil constitutionnel dispose - en principe - du pouvoir d'abroger des lois ou règlements qui contreviendraient à la constitution.*

Il s'agit d'une sorte de garantie, afin que les autres pouvoirs ne

puissent perpétrer d'abus et soient tenus de respecter la constitution dans tous ses termes. Il est donc indispensable de veiller à ce que sa composition n'entraîne aucun conflit d'intérêt.

Oligarchie : *Désigne le gouvernement par le petit nombre. Un régime aristocratique (gouvernement des « meilleurs ») est oligarchique, celui-ci étant généralement considéré comme l'avatar négatif de l'aristocratie.*

On confond parfois l'oligarchie et la ploutocratie (gouvernement des riches), ce qui résulte de la collusion d'intérêts existant entre les détenteurs du pouvoir politique dans les régimes électifs et les pouvoirs d'argent, ces derniers étant souvent ceux qui contribuent au financement des campagnes électorales et détenteurs de la majorité des médias...

Référendum révocatoire : *Procédure qui permet au peuple de destituer un mandataire public ayant commis de graves fautes. Ce pouvoir populaire doit être permanent dans un régime véritablement démocratique. Il permet au peuple d'écarter du pouvoir une personne agissant contre le bien commun ou trahissant les intérêts du peuple. On peut également parler d'ostracisme.*

Hiérarchie : *Conception verticale de l'autorité et de l'organisation sociale issue des prêtres, dès les premiers temps de la civilisation. Bien que toutes les religions soient inégalement structurées, certaines étant fortement hiérarchisées (comme le catholicisme), d'autres l'étant de façon moins formelle, leur conception résulte d'une vision verticale dans laquelle une ou plusieurs instances divine sont considérées comme supérieures et commandent à leurs créatures (dont les humains).*

L'organisation sociale aurait donc à se soumettre à cet ordre... Or, en vraie démocratie, cela va évidemment à l'encontre du principe d'égalité.

Ochlocratie : *Ce terme désigne l'avatar négatif de la démocratie, une situation dans laquelle le peuple, n'ayant pas de structure stable, agit par passion et adopte des décisions irraisonnées. Si le terme « foule » et non « peuple » est employé, c'est pour suggérer la foule en tant que masse manipulable, ou passionnelle, les mouvements de foule étant souvent provoqués par la démagogie.*

Ekklesia : *De nos jours, le Sénat est une Chambre dont le rôle consiste à conseiller l'État et à valider les lois votées au Parlement. Dès l'antiquité, à Athènes, l'Ekklesia désignait l'Assemblée citoyenne dans de nombreuses cités. Le terme ayant donné en français les mots « église » ou « ecclésiastique », il est trompeur puisqu'il ne rend pas compte de son origine purement civile.*

Mandat impératif : *C'est le pouvoir délégué à une organisation, ou un individu élu, en vue de mener une action politique. Celle-ci est définie dans la durée et dans la tâche, selon des modalités précises auxquelles le mandaté ne peut déroger. Ce type de mandat s'oppose au mandat représentatif. Dans notre actuel régime la plupart des mandats des élus sont représentatifs.*

C'est dire également que toutes les promesses faites par un candidat à l'élection non nul besoin d'être tenues et ne prêtent guère à conséquences pour celui qui les formule, si ce n'est le risque de ne pas être ré-élu, sans plus...

La question du mandat impératif a très vite été rejetée par les pères fondateurs de la République, qui voulaient un régime représentatif et ne voulaient surtout pas d'un régime démocratique. (Qu'on se le dise !). Dans une vraie démocratie, le type de mandat favori est impératif et non représentatif, ce dernier accordant trop de pouvoir et trop peu de contrôle par les citoyens de l'action du mandataire, que celui-ci soit élu ou tiré au sort.

Les 15 principaux vices de l'élection

(E. Chouard)

1- L'élection pousse les représentants au mensonge. D'abord pour accéder au pouvoir, puis pour le conserver, car les candidats ne peuvent être élus, puis réélus qu'à la condition que leur image soit bonne. Cette contrainte pousse mécaniquement, irrémédiablement, à mentir, sur le passé et sur le futur.

2- L'élection pousse les élus à la corruption. « Sponsorisés » ou surendettés, ils doivent fatalement « renvoyer l'ascenseur » à leurs créditeurs qui leur ont permis de financer leurs campagnes électorales. La corruption est inévitable, par l'existence même du système électoral, dont le coût exorbitant est inaccessible au candidat isolé et sans budget. L'élection est un processus qui impose la corruption aux élus, qui sont ainsi à vendre. Et nos libertés avec elles...

3- L'élection incite au regroupement en ligues et soumet l'action politique à des clans et à leurs dirigeants, avec le cortège de turpitudes liées aux logiques d'appareil et à la quête ultra prioritaire du pouvoir pour lui-même. Les partis imposent une présélection de leurs candidats, ce qui rend factice notre « choix » d'électeurs.

Du fait de la participation des groupes politiques à la compétition électorale, l'élection prive la plupart des individus isolés de toute chance de participer au gouvernement et favorise le désintérêt politique des électeurs. Le processus démocratique de la gestion des affaires publiques nous est ainsi confisqué.

4- L'élection délègue et dispense l'électeur de l'activité politique déconnectée de la réalité des électeurs. Cela favorise la formation de castes d'élus à vie, professionnels de surcroît, qui finissent par ne plus protéger le peuple et ne représenter qu'eux-mêmes ainsi que ceux qui financent leurs campagnes électorales. C'est une manière de museler le peuple et de l'infantiliser. Il est humiliant, et abusif de se faire « représenter », car c'est se faire passer pour incapable, inapte tandis que rien ne le prouve.

5- L'élection n'assure que la légitimité des élus, sans garantir du tout la justice distributive dans la répartition des charges. Une assemblée de fonctionnaires, de médecins, d'industriels, de financiers ne peut pas appréhender l'intérêt général comme le ferait une assemblée de personnes tirées au sort, car une assemblée élue n'est jamais représentative de la population. C'est le principe de l'élection, voulu par des oligarques, qui a fait le lit du capitalisme.

6- L'élection refoule les résistances contre les abus de pouvoir. Elle réduit notre liberté de parole à un vote épisodique, animé par un bipartisme de façade qui n'offre que l'illusion du choix, tout en refusant le comptage des votes blancs. La consigne du « vote utile » est en réalité un appel du pied populiste et constitue en réalité en un bâillon politique. L'élection - à laquelle nous sommes conditionnés depuis l'enfance, pour nous faire croire qu'elle est l'aboutissement ultime de la « démocratie », est en fait une manipulation du langage et de nos consciences de la part des réfractaires à la démocratie.

7- L'élection sélectionne ceux qui semblent être les meilleurs, et leur confère un sentiment de supériorité, de puissance inégalable sur l'ensemble de la population. L'élection permet ainsi à « l'éli-

te » de se retrancher de la réalité du peuple, de lui refuser l'égalité politique, la parole et la possibilité de tout contrôle et révocation. L'expression « démocratie représentative », ou encore « élection démocratique » sont des contresens, une association de termes totalement contradictoires.

8- Depuis 200 ans, depuis le début du 19ème siècle., l'élection n'a cessé de donner le pouvoir aux plus riches, car c'est bel et bien ainsi qu'ils escomptaient diriger et surtout dominer le peuple : en écrivant eux-mêmes la constitution ... L'élection de faux « représentants », donc vrais oligarques, permet de synchroniser durablement le pouvoir politique et économique entre les mêmes mains, écrivant le droit pour eux-mêmes et s'appropriant le monopole de la force publique à des fins privées. Ce mode de fonctionnement, erronément nommé « démocratie », n'est qu'une duperie qui dure depuis plus de deux siècles. Et tout est conçu, en tout temps et lieux afin que nous soyons convaincus du contraire.

9- L'élection suppose que les citoyens connaissent « bien » leurs élus, ce qui est invraisemblable, la population ne pouvant que se référer à ce qu'en montrent les grands médias (la plupart possédés par les plus riches et pratiquant le matraquage et le formatage des opinions pour les candidats susceptibles de favoriser le « renvoi d'ascenseur », une fois élus...).

10- L'élection a un prix. Celui-ci est si élevé que les petits partis - ou considérés à tort comme tels - n'ont jamais l'occasion d'accéder aux grands débats médiatisés. C'est une forme de censure permettant aux « classiques » partis de s'enraciner dans le système électoraliste. Ainsi on retrouve toujours les mêmes, devenus quasi professionnels, aux commandes, et ce pour de (trop!) carrières et cumuls de mandats qui n'ont rien de commun

avec les principes d'une véritable démocratie.

11- *L'élection permet le népotisme : une fois élu, on a tout le loisir de faire ensuite accéder les proches, les amis, voire des membres de la famille aux postes, aux emplois fictifs, leur assurant une entrée aisée dans le monde politique.*

12- *L'élection a pour autre faiblesse de ne pas permettre au peuple de s'enquérir de l'intégrité judiciaire des candidats. C'est ainsi que l'on retrouve des individus possesseurs de casiers judiciaires altérés, siégeant sans vergogne au gouvernement, au Parlement, etc.*

13- *L'élection est la porte ouverte aux menteurs, aux manipulateurs. La loi n'ayant aucun effet préventif, prophylactique, seuls ceux décidés à en tenir compte s'y intéressent et la respectent. Une fois élu, un mandataire n'est nullement obligé de tenir les promesses faites lors de sa campagne électorale, ou de mettre en œuvre tel ou tel projet inscrit dans son programme...*

14- *Une fois élu aux plus hauts niveaux du pouvoir, le « représentant » du peuple jouit de privilèges, d'immunité, de salaires, de privilèges et de retraites frisant très fréquemment, pour ne pas dire systématiquement, l'obscénité.*

15- *Les élus ne craignent pas le peuple, puisque la constitution ne les contraint en rien, ou si peu. Outre cela, l'élection est le pendant du capitalisme. L'un ne va pas sans l'autre. Les riches achètent les médias pour formater l'opinion publique et imposer à la population des candidats à l'élection, dont ils financent les campagnes électorales. Ce faisant ils font croire que le peuple a le choix des candidats, en réalité présélectionnés par les partis. Ces derniers ne sont pas à la traîne pour faire croire que l'élec-*

tion est une panacée démocratique. Les élus, non seulement en conflit d'intérêt (d'où la fréquence de leurs propos et de leurs agissements contradictoires) écrivent et modifient une constitution et des lois en faveur des plus riches, maintenant ainsi la haute finance aux commandes occultes du vrai pouvoir.

Ainsi, les problèmes économiques engendrés par l'accumulation du capital n'ont aucune mesure avec un système établi sur l'intérêt commun. Une réelle démocratie ne peut donc qu'être honnie par l'oligarchie ploutocrate, qui se défend évidemment de ne pas vouloir « notre bien ».

Il n'y a pas, il ne peut y avoir de démocratie sans une économie du partage et de la redistribution associée à un contrôle des richesses, des mouvements de capitaux et de tous les niveaux de pouvoir. Un des effets les plus pervers qui résulte de notre situation est l'absence de contrôles, de sanctions, les délocalisations et privatisations délibérées, à outrance.

Il faut savoir que l'argent des riches ne circule qu'entre riches pour faire encore plus d'argent. Un processus que les élections maintiennent fermement en place.

Seulement, il n'y a pas économie équitable lorsque la création de la monnaie se trouve entre les mains des nantis, sans le contrôle ni les limites qu'imposerait une saine constitution vraiment démocratique et qui ne ferait pas un usage systématique de l'élection. Or, notre pseudo-constitution (n'hésitons jamais à appeler un chat un chat !) actuelle nous maintient dans la soumission et la loi de l'argent, loi du profit intégral à sens unique, érigé comme seule et unique valeur figurant l'avenir, avec un grand A pour notre société.

Les 12 avantages du tirage au sort

(E. Chouard)

1- Le tirage au sort est, par définition, démocratique ! Il est impartial, égalitaire et garantit une justice distributive. Il s'affirme comme processus central de la démocratie... la vraie. L'électeur y devient un citoyen digne de ce nom, tantôt gouvernant, tantôt gouverné.

2- Le tirage au sort entrave et réduit au maximum la corruption. Les chances de pouvoir manipuler et corrompre quiconque deviennent très minces, donc il devient inutile de mentir ou de ne point songer à l'intérêt général.

3- Le tirage au sort supprime toute compétition entre les individus et ne crée ni ressentiment, ni vanité d'avoir ou non été choisi par le sort, puisque chacun possède des chances égales de pouvoir être entendu et de participer aux décisions concernant les affaires publiques de la nation.

4- Tous les participants sont volontaires et mis sur un pied d'égalité. En fonction du volontariat et des nombreux contrôles, les intérêts privés ne peuvent s'y développer que très difficilement.

5- Le hasard reproduisant rarement deux fois un choix strictement identique, pousse à la rotation des charges, ce qui empêche le carriérisme et l'installation au pouvoir d'une classe politique toujours identique, toujours portée à tirer vanité de sa condition et cherchant immanquablement à jouir de prérogatives

bétonnées dans « sa » constitution. Le tirage au sort fait de chaque citoyen un responsable qui ne peut tirer aucun profit, aucun privilège, de son statut.

6- Le tirage au sort est d'un usage guère plus complexe que le système de l'élection. Il est plus rapide et économique. Il ôte des mains des capitalistes leur principal pouvoir de domination : l'élection.

7- Le hasard et les grands nombres composent naturellement, un échantillon représentatif de la population. Rien de tel que le tirage au sort pour composer une assemblée qui ressemble au plus près au peuple à représenter. Pas besoin de quotas, d'intrigues pré et post-électorale.

8- Il est erroné de croire que le TAS n'est valable que pour les petites entités. Il est tout à fait réalisable d'imaginer un processus de tirage pour des villes allant jusqu'à cent mille personnes. Au-delà, il convient de fonctionner en fédérant les assemblées.

9- Savoir que sa voix peut être entendue, qu'il peut être tiré au sort, incite le citoyen à se former, à s'instruire, à participer aux controverses publiques. C'est un moyen pédagogique d'émancipation intellectuelle. Le bon sens populaire n'est jamais inférieur à celui de la caste politicienne, qui ne peut tout maîtriser, et se voit obligée elle aussi de faire appel à des experts, des analystes, des chercheurs.

10- Avoir été tiré au sort pousse le citoyen à s'extraire de ses préoccupations personnelles et à se préoccuper des affaires publiques et aussi de celles qui concernent l'avenir de la nation entière. Sa désignation par le sort incite le citoyen à s'instruire et à développer ses compétences, exactement comme cela se passe

pour les élus, qui sont loin de tout savoir, tout maîtriser ! Donc le TAS est bien un moyen de responsabilisation de tous les citoyens volontaires.

11- Préférer le TAS à l'élection c'est refuser d'abandonner le pouvoir du suffrage direct. Le tirage au sort suppose des contrôles drastiques, permanents, à tous les niveaux de pouvoir.

12- Jadis, durant près de deux siècles, le tirage au sort a fait partie du quotidien des Grecs, qui tenaient à se protéger de la propension humaine à la corruption et à la manipulation des peuples. Ils se défiaient énormément du pouvoir, raison pour laquelle il n'y avait ni partis, ni représentants, ni président.

Même si les citoyens de la Cité-état qu'était alors Athènes, et même s'ils n'ont pas été les précurseurs de la démocratie directe (de nombreuses autres expériences, de par le monde, ont été mises en pratique), les grecs avaient compris que, toujours, les plus cupides, les plus assoiffés de pouvoir tentent invariablement de renverser les régimes qui ne conviennent pas à leur équilibre mental, à leur cupidité et/ou à leur soif de pouvoir totalitaire. C'est pourquoi ils avaient mis en place un système tel que la démocratie, pour les protéger.

La démocratie doit pouvoir compter sur le peuple entier pour le mettre à l'abri d'un maximum d'abus. Seule la population globale d'une nation sait très bien ce qui lui convient. Observons un instant les Suisses. Voilà un pays, dont on n'entend jamais parler, qui peut se targuer d'avoir le pourcentage de détenus et de délinquance le plus bas de toute l'Europe. Ce phénomène est dû essentiellement au fait que les ressortissants suisses, grâce à leur système de votation, de démocratie directe, ont le senti-

ment pouvoir modifier en partie leur environnement, leur économie, leur politique. Cela fonctionne. C'est un modèle certes imparfait mais c'est déjà un monde par rapport à ce que les Français peuvent opposer à ce que le pouvoir leur impose.

Une fois bien formée, la population peut devenir un contre-pouvoir capable de penser, d'écrire, de contrôler et modifier si besoin est son contrat social. Capable aussi de faire mettre en pratique, sans faillir, l'intégralité des articles qui composent ce texte majeur, pensé, écrit et voté par et pour le peuple, cette assurance sur la vie d'un pays, ce Droit Premier qui doit supplanter tous les autres qu'est une bonne constitution.

Ce droit légitime d'être constituant se destine à limiter au mieux tous les types d'abus auxquels se livrent les humains dès qu'ils n'ont plus aucunes limites à craindre. La scène politique nous en offre de lamentables exemples en la matière...

Nantis de ces connaissances élémentaires nous devrions désormais être en mesure de revoir radicalement notre manière de concevoir la politique. Après avoir assimilés les éléments fondamentaux de la démocratie, nous sommes prêts à penser et à agir en politique comme jamais nous ne l'avions fait auparavant !

A présent, faisons connaissance avec le Préambule de notre constitution... sans oublier qu'il faut exiger l'impossible pour obtenir l'indispensable (Vauvenargues)

PRÉAMBULE

(Exemple de ce que pourrait être le très important Préambule à toute Constitution)

Toute personne, quelle qu'elle soit, qui ne reconnaît pas, ne défend ni n'enseigne les principes élémentaires et non négociables de la vraie démocratie n'est pas démocrate. Elle ne peut logiquement se présenter ni s'affirmer démocrate. Toutes ses prétentions et déclarations au nom d'une prétendue démocratie qui ne serait en réalité qu'un régime représentatif, oligarchique, ploutocratique, impérialiste, théocratique sont irrecevables, illégitimes et dénoncées comme telles.

a) Le Préambule a valeur de droit prioritaire. Il proclame de manière formelle et solennelle les valeurs, les principes et priorités souverains qui fondent cette Première Démocratie. Le Préambule n'est révisable que par l'Assemblée constituante, à une majorité haute (80 % des voix) et confirmé par référendum. Il est divisé en deux sections, la première ayant toujours pleine autorité sur la seconde et prévalant dans tous les cas. Le peuple constituant instaure la Première Démocratie sur base d'un nouveau contrat social, à l'exclusion de tout autre système de gouvernement qui n'aurait pas l'aval et l'entier contrôle du peuple, au nom du principe politique qui fonde la démocratie : l'égalité politique. La présente constitution institue les fondements du droit souverain de la nation, de sa volonté de disposer d'elle

même, et de gérer en toute autonomie les affaires publiques dans le seul intérêt collectif.

b) La création monétaire ne peut être cédée à des organismes privés, quels qu'ils soient. Ce droit revient exclusivement et en tout temps à l'État, dûment contrôlé par la Chambre citoyenne. Nul traité ne peut contraindre l'État à emprunter la monnaie. Tout élu, tout mandataire, convaincu d'avoir, directement ou indirectement, contribué à violer ce principe devra être poursuivi et dûment condamné à l'inéligibilité à vie pour haute trahison. Le rôle premier de l'État consiste à assurer l'intérêt collectif, la protection de tout citoyen, et à veiller à ce que la monnaie ne soit ni rare ni surabondante, ni l'objet de spéculation.

c) Les principes énoncés dans ce préambule s'imposent à toute autre règle sur le territoire français, et détiennent pleine et entière autorité sur la seconde partie de la présente constitution. Nul traité ne peut contredire ces principes.

d) Tout citoyen a le droit de mener librement le mode d'existence qu'il souhaite et se choisit. Nul ne peut être inquiété pour son choix de vie, ses croyances, l'expression publique orale ou écrite de ses opinions ou analyses. Ni les « lanceurs d'alerte », ni les réseaux sociaux ne peuvent en aucun cas être inquiétés pour la publication de leurs informations. Tout citoyen peut défendre ses droits et se défendre en justice seul, faire état de ses revendications par son droit de grève, de manifestation, de pétition, de déclen-

chement de référendum en toutes matières. La France se doit d'être terre d'asile pour tout individu inquiété pour ses opinions politiques, ses travaux d'information ou s'il fuit un conflit armé.

e) La nation garanti à tout citoyen et à sa famille, tout au long de son existence, les moyens d'existence décents, les soins médicaux primordiaux, le logement salubre, l'instruction gratuite, la défense en justice et l'accès à l'emploi jusqu'à l'âge de la retraite. Nul ne peut sanctionner ni contraindre quiconque par la force ou le chantage à se mettre au service d'un employeur.

Tout salaire, retraite ou allocation de survie, de handicap ou autre doit être ajusté en permanence pour assurer un niveau de vie décent, sans contrepartie ni reconnaissance de dette. Ce droit s'applique à toute personne native, ou résidant de manière ininterrompue sur le territoire depuis au moins cinq années.

f) Tous les citoyens sont égaux devant la justice, quel que soit leur origine sociale, leur statut professionnel, âge, origine ethnique, patrimoine mobilier ou immobilier, antécédents politiques ou militaires. Tout citoyen s'oblige à gérer ses affaires, politiques, économique ou sociales d'une manière conforme aux principes démocratiques visant le bien collectif.

g) La politique devant être avant tout une vocation, un service à rendre au peuple, les revenus des élus et citoyens mandatés, fut-ce aux plus hautes fonctions (ministres, séna-

teurs, ambassadeurs, préfets, députés, juges,...) sont limités. Ils ne peuvent dépasser trois fois le salaire minimum net mensuel du smic et ne donnent suite à aucune retraite ou privilèges quelconques à vie.

h) L'indifférence à la vie citoyenne et politique ne peut plus être tolérée, au vu du pourcentage d'abstention lors des élections. La participation aux élections ainsi qu'aux référendums est rendue obligatoire. Les votes blancs sont pris en compte. Le résultat du suffrage universel doit demeurer irrévocable et être contraignant, quel que soit son résultat.

i) Toute intention ou tentative de prise de pouvoir ou de privatisation par un groupe d'industriels, de financiers, de scientifiques, de militaires, de religieux, d'élus, de syndicats, de promoteurs est anti-constitutionnel, illégal et sanctionné selon la loi. Nul mandataire élu ou tiré au sort ne peut outrepasser la volonté du peuple, sous peine d'avoir à répondre du crime de haute trahison.

La loi doit toujours émaner des décisions et ratifications du peuple, quelles que soient les conjonctures politiques, économiques ou sociales.

j) L'immunité présidentielle, diplomatique, parlementaire est abolie. Nul ne peut s'opposer aux enquêtes et avis des Chambres de contrôle. Le droit souverain de réformer la constitution appartient à l'Assemblée Constituante dont tous les membres sont tirés au sort parmi le Corps des volontaires. Elle seule détient le droit et le pouvoir d'entériner

toute modification constitutionnelle par la voie référendaire en toutes matières.

k) Dans tous les cas litigieux, la présente constitution prévaut. Aucun pacte, accord ou traité international ne peut se prévaloir d'une quelconque autorité, d'un quelconque droit d'ingérence sur la constitution, les lois françaises, ou les affaires de l'État. Tous les traités, décrets, pactes et lois contraires à l'intérêt général, ratifiés antérieurement à la Première Démocratie sont soumis à révision, rectification ou abrogation le cas échéant.

l) Les citoyens librement assemblés en conclave, toujours volontaires et non membres des actuelles institutions, s'engagent, durant une période de dix années, à ne jamais assumer en personne les pouvoirs institués par eux-mêmes, conscients de l'importance vitale du contrôle permanent des institutions à titre de protection contre toutes les formes d'abus de pouvoir.

m) Aucun pouvoir ne doit être attribué pour une longue durée aux mêmes personnes, que ce soit (éventuellement) à la tête de l'État ou au niveau parlementaire, gouvernemental, judiciaire ou médiatique. Idem en ce qui concerne les organes de contrôle. La rotation et la durée minimale des mandats politiques désormais qualifiés « impératifs » est décidée pour mettre fin au carriérisme politique, aux cumuls, aux pensions et aux privilèges de toutes natures inhérents aux intérêts particuliers des magnats de la finance qui formeraient le projet d'obtenir un pouvoir d'influence ou

de coercition sur la création et l'application des lois.

n) La présente constitution doit être soumise au peuple par référendum et obtenir au minimum 60 % des suffrages. Tant que ce quota n'est pas atteint, les points litigieux doivent être revus et améliorés.

o) Le but de tout projet de réforme de la constitution et des lois en général doit être obligatoirement positif, effectué dans l'intérêt réel du peuple. Le contraire ne pouvant être nommé « réforme » ou « refondation ».

p) En conséquence de ce qui précède, sont décrétés immuables le présent Préambule ainsi que la Règle supérieure qui consacrent la démocratie qu'entend protéger cette constitution, adoptée librement et en connaissance de cause par le peuple :

Il ne revient pas aux hommes au pouvoir d'écrire ou d'imposer d'une quelconque manière les règles du pouvoir. Toute loi est déclarée abusive et ne peut prétendre à aucune autorité dès lors qu'elle n'a pas obtenu majoritairement l'assentiment préalable du peuple. Tout texte promulgué ainsi ne peut en aucun cas se prévaloir d'une quelconque autorité et n'a pas lieu d'être.

Exemples d'articles

Titre I

Art. 1

Souveraineté nationale

1-1. La France est une République démocratique, indivisible, laïque. Son organisation est décentralisée. Tous ses citoyens sont égaux devant la loi, sans distinction d'origine sociale, de statut politique, d'origine ethnique ou religieuse. Tous les citoyens se doivent de respecter toutes les confessions religieuses ainsi que les principes de laïcité. Ils se refusent à tout prosélytisme et communautarisme religieux. Toute forme de sectarisme doit être dénoncée, combattue et sanctionnée.

1-2. Sont reconnus et adoptés par la Première démocratie les textes historiques suivants, dont aucun principe ne doit être contredit par une loi, un règlement ou un traité :

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (de 1789)

La Charte de l'Environnement (de 2004)

Le Manifeste de Séville (1986)

La Déclaration universelle des droits de l'animal (de 1978)

La monnaie nationale est le franc. La devise est : Égalité, Liberté, Fraternité (il n'y a pas liberté s'il n'y a pas égalité). Elle traduit l'exact fondement de la démocratie, car il ne

peut logiquement y avoir de liberté s'il n'y a, au préalable, égalité au sens du droit et de la politique. Le drapeau national, seul autorisé à être exposé aux frontons des institutions ainsi que dans les médias, est celui comportant les bandes verticales bleue, blanche, rouge.

La Fête Nationale a lieu le 14 juillet. La langue usuelle nationale est le français, qui tient la place première tant au sein de l'enseignement, que du commerce, de la politique ou de la science. Toute communication politique faite au public par le chef de l'État ou le gouvernement doit être exempte de tout anglicisme.

Nul ne peut déroger à la loi Toubon, qui doit faire l'objet d'une stricte remise en application et ne souffrir aucune exception.

1-3. Quatre « Fête du référendum » annuelles sont consacrées à la votation des référendums d'initiative populaire ayant bénéficié de 3 à six mois, ou plus, d'exposition aux débats démocratiques.

1-4. Le peuple est à l'origine des lois et les fait appliquer par ses mandataires élus ou tirés au sort. Toute décision mise en application sans l'accord préalable du peuple est nulle. La loi est hiérarchisée par ordre d'importance : 1) Le Préambule et l'ensemble des articles de la constitution. 2) L'ensemble des codes juridiques. 3) Les règlements intérieurs. Une disposition de niveau inférieur ne peut en aucun cas contrevenir à une disposition de niveau supérieur. Le suffrage universel est irrévocable.

1-5. Les règles et principes proclamés dans cette constitution s'imposent à toute autre règle sur le territoire français. En cas de doute, d'erreur ou menant à des interprétations équivoques intéressant la justice, l'égalité, la liberté, le bien commun en général, les principes de la constitution prévalent en tout et pour tout.

1-6. Tout projet de réforme constitutionnelle doit obligatoirement bénéficier à la plus grande partie possible de la population. Un projet ne respectant pas cette condition est considéré comme irrecevable et ne peut donner lieu à un référendum d'initiative citoyenne. L'Assemblée constituante dé- libère à huis-clos et, en état de pouvoir souverain, se prononce sans aucune pression de mouvements ou pouvoirs extérieurs, sur la validité et la recevabilité des projets de réforme.

Art. 2

2-1. Le mode de scrutin ainsi que les règles électorales ne peuvent être modifiés que par la seule volonté et expression du peuple. Une éventuelle élection ne peut se substituer au vote direct ou à une décision prise par l'Assemblée constituante.

2-2. S'il est prouvé que d'une quelconque manière, des pressions, des manipulations ou des fraudes ont influencé le résultat d'un scrutin, celui-ci est considéré comme nul et non avenu. Dans ce cas, des sanctions pénales sont, sans délai, appliquées par le Tribunal citoyen aux personnes impliquées, sans exception, avec pour conséquence une men

tion définitive portée à leur casier judiciaire au motif de haute trahison, suivie de l'inéligibilité à vie.

2-3. L'accès du peuple à l'égalité politique est garanti par la constitution et est incarnée par l'application du tirage au sort qui en demeure la stricte règle, l'élection étant l'exception. Les mandataires, élus ou tirés au sort, de même que le chef de l'État, doivent être les garants de la constitution. Tous doivent se soumettre aux décisions proclamées par le peuple au moyen des référendums.

2-4. Une saine politique intéressant tous les citoyens se doit d'être une digne vocation exclusivement vouée au bien commun. Nul ne peut en faire sa profession, ni en tirer pour lui-même, ses proches de quelconques avantages, honneurs ou privilèges de toutes natures. Tout cumul de fonctions politiques ou avec une profession parallèle, à quelque niveau que ce soit, est interdit. Les mandataires, élus ou tirés au sort, y compris le chef de l'État, sont révocables. La procédure doit en être simplifiée et applicable des les plus brefs délais.

2-5. Aucun traité ne peut s'opposer ou contredire les principes de la démocratie, ni s'opposer à l'un des articles de la constitution, ce qui rend *ipso facto* ces règles et principes non négociables face aux traités.

2-6. Quel que soit le ministère ou la Chambre de contrôle à laquelle il est attaché, aucun mandataire, élu ou non, y compris les ministres, députés, sénateurs, préfets et chef de l'État ne peut décider, seul ou à huis-clos, d'une loi ou d'un

décret manifestement contraire à l'intérêt collectif ou mettant à mal l'intégrité des citoyens, la protection de l'environnement, ou destiné à brider, calomnier, censurer, supprimer un mouvement politique ou un « lanceur d'alerte ». Toutes les forces de l'ordre - quels qu'en soient les niveaux - ont le devoir de refuser de se rendre complices, directement ou indirectement, de ces actions.

2-7. Tout élu ou mandataire tiré au sort est avant tout un simple citoyen. A ce titre, et en vertu du principe d'égalité devant la loi républicaine, nul ne bénéficie de l'immunité et de l'impunité, que ce soit durant son mandat ou après, et doit répondre sans sursis de ses actes devant la justice.

Art. 3

3-1. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum d'initiative citoyenne (RIC) en toutes matières, y compris en matière institutionnelle et de ratification des pactes et traités. Le peuple n'a pas à se soumettre à la seule volonté du chef de l'État, c'est le chef de l'État qui, dans tous les cas, doit tenir compte de la volonté du peuple.

3-2. L'État peut déclencher un référendum sur un sujet qui lui semble essentiel au niveau national. Que ce soit au niveau communal, départemental, régional ou national un groupe (déterminé par la loi) de citoyens peut déclencher le processus référendaire.

3-3. Le RIC en toutes matières est toujours irrévocable et contraignant. Aucune section du peuple, aucune faction politique, aucun individu ni le chef d'État ou l'un des ministres ne peuvent s'en attribuer l'exercice. Cet article ne peut être modifié que par voie référendaire citoyenne.

3-4. L'État garantit le respect absolu du résultat du suffrage universel. Aucune loi, aucun traité ou pacte, ni la volonté du chef de l'État ne peuvent outrepasser le résultat d'un référendum. Ni l'État, ni le chef de l'État, ni aucun groupe ou particulier ne peut décider d'un nouveau référendum sur un même sujet, suite à un résultat estimé irrecevable en rapport avec les attentes de l'État, d'un groupe ou d'un particulier.

Art. 4

4-1. Les partis politiques adoptent la dénomination de « mouvements d'éducation populaire » en se défendant de préparer la mise en avant d'un éventuel candidat à une quelconque élection. Ces mouvements participent à la formation citoyenne, donc politique, à la vie démocratique de la nation par leurs activités d'analyses, ainsi que des débats tout en concourant à la libre expression des opinions.

4-2. Les médias ne peuvent faire de distinction de valeur ou de grandeur en ce qui concerne les mouvements d'éducation populaire. Aucune motion de censure ne peut être décidée à l'égard de ces mouvements.

4-1. Tous les citoyens sont également électeurs. Ce droit,

qui concerne les élections de niveau législatif ou municipal, s'étend également aux résidents étrangers établis à demeure sur le territoire français. Les citoyens non natifs établis sur le territoire depuis cinq années accomplies et ininterrompues peuvent participer aux élections présidentielles et aux référendums.

Titre II

Art. 5

Le Président de la République

5-1. Une assemblée réunissant le Parlement, l'Assemblée constituante, le Jury citoyen et le Conseil des Sages organise la sélection d'une série de 10 candidats sur base d'un choix référendaire citoyen.

5-2. Les candidats à l'élection présidentielle ont à subir un examen de santé mentale, effectué par 10 membres du corps médical désignés et contrôlés par la Chambre Supérieure de contrôle.

5-3. Les candidats doivent faire la preuve qu'ils n'ont aucun intérêt particulier dans le monde de la finance. Ils doivent présenter un projet d'intérêt général réalisable, qu'ils auront obligation de mettre en œuvre s'ils sont élus.

5-4. Le chef de l'État est élu pour 5 ans. Il ne peut exercer plus de deux mandats et jamais à l'affilée. Le chef de l'État est le garant de la souveraineté de la nation. Il n'obtient ni

n'obtient ni privilèges ni pension à vie au terme de son mandat. Au moment de son entrée en fonction, il fait publiquement le serment de probité, de respect de la constitution, de servir de manière juste et intègre les intérêts du peuple, avec exemplarité et en collaboration avec le Peuple. Il déclare solennellement la mise en œuvre du projet de société qui lui a valu d'être sélectionné et élu. Aucune des conditions de son élection ne sont négociables.

5-5. Le chef de l'État est révocable par décision référendaire dès la première année de son élection. Le président de la République, le peuple, ainsi que les Chambres de contrôle et le Jury citoyen veillent au respect de la constitution.

5-6. Le président de la République est le chef administratif des armées. Il peut décider d'un conflit armé à condition que celui-ci soit exclusivement défensif - le contraire constituerait automatiquement une violation de la constitution. Il ne peut décider d'aucun conflit offensif, ni seul, ni avec l'accord de ses ministres, ni sous l'influence du Conseil de sécurité, ni sous le prétexte d'un pacte qui n'aurait pas, au préalable, obtenu l'aval du peuple.

5-7. Le chef de l'État assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Le peuple et toutes les institutions de contrôle veillent ensemble à l'accomplissement effectif de cet arbitrage. Ils garantissent ensemble l'intégrité du territoire, du patrimoine architectural, industriel, artistique et environnemental, ainsi que des traités et pactes, pour autant qu'ils

soient en totale adéquation avec les principes de la présente constitution.

5-9. S'il s'avère que le chef de l'État est mêlé, directement ou indirectement, à une affaire de corruption, de népotisme, de pot-de-vin, de détournement de fonds, de trafic d'armes ou de drogues, la procédure de destitution doit être immédiatement déclenchée et les sanctions pénales appliquées selon les termes de la loi. Les sanctions comprennent l'inéligibilité à vie.

5-10. Le chef de l'État se soumet, au terme de la seconde année de son mandat, au Jury citoyen. Il ne peut y faire aucune dérogation, excepté pour cause de maladie. Dans ce cas un report dans les meilleurs délais doit être prévu. Le chef de l'État ne peut outrepasser les recommandations et jugements qualitatifs exprimés par les Chambres de contrôle et le Jury citoyen.

5-11. Le processus de révocation, que ce soit pour cause de notoire incapacité mentale, de haute trahison avérée ou de tout autre manquement à la présente constitution, est toujours décidé par un vote à la majorité haute de l'ensemble des Chambres de contrôle et du Jury citoyen. Une fois le verdict rendu décidant de la révocation, cette dernière doit immédiatement être appliquée.

5-12. Le chef de l'État ne peut, seul, désigner un ou plusieurs ministres. L'attribution d'un portefeuille ministériel ne peut s'effectuer que dans les conditions ci-après, auxquelles nul ne peut déroger, soit par tirage au sort, et au

au terme de débats publics, parmi un nombre restreint de candidats volontaires ayant tous présentés un casier judiciaire vierge, ainsi qu'un projet de société impérativement établi sur l'intérêt collectif, soit par élection parmi un nombre restreint de candidats selon la même condition que ci-dessus.

5-13. Une fois le ministre désigné, celui-ci fait publiquement le serment de respect de la constitution, d'être au service intégral du peuple, de manière juste et intègre durant toute la durée de son mandat, et de se soumettre aux avis et décisions des Chambres de contrôle et du Jury citoyen.

5-14. Le mandat des ministres est limité à trois ans, il n'est renouvelable qu'une seule fois, mais non à l'affilée. Ils ne perçoivent, au terme de leurs mandats, ni privilèges ni pension à vie.

5-15. En qualité de premier citoyen au service de la nation, le chef de l'État est soumis au devoir d'intégrité et de dignité. Il doit limiter son train de vie de manière exemplaire et s'interdire toute spectacularisation du pouvoir ou d'exposition publique de sa vie privée. Lors de ses apparitions en public le chef de l'État s'abstient de tout propos insultant, raciste, discriminatoire ou d'afficher une attitude outrageante, tant vis-à-vis d'un autre chef d'État, d'un élu, d'un simple citoyen, que vis-à-vis de la nation française tout entière.

5-16. L'élection présidentielle à lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés par vote papier, et par scrutin à un

seul tour. Le vote électronique est interdit. Un quorum inférieur à 52 % de voix favorables annule automatiquement l'élection, qui doit être reconduite avec de nouveaux candidats. 45 % de votes blancs entraîne la même annulation. L'éventuelle reconduction de l'élection n'a lieu qu'une seule fois par campagne.

5-17. Le président s'abstient de tout népotisme, d'attribution de « passe-droits » ou de privilèges quelconques à l'égard d'un mandataire, élu ou non.

5-18. Le crime de haute trahison est en vigueur pour tous les hauts fonctionnaires et hauts magistrats. Le chef de l'État qui s'en rend coupable, ou se livre à des comportements contraires à l'intérêt de la nation, ou mettant celle-ci en danger, se voit automatiquement soumis, par le Tribunal citoyen et le Jury citoyen, à la procédure de destitution selon les termes précités, et dans les plus brefs délais.

5-19. Le chef de l'État, pas plus qu'un quelconque mandataire élu ou tiré au sort, ne bénéficie d'aucune sorte d'impunité durant l'exercice de son mandat. Tout élu ou tiré au sort est responsable de ses actes devant la loi.

5-20. La non prescription pour crime contre l'humanité concerne autant le président de la République (fut-ce vis-à-vis du peuple français) que les membres identifiés de son gouvernement.

5-21. Tant pour le chef de l'État que vis-à-vis des membres de son gouvernement, la prescription visant la haute trahi-

son est étendue à 35 ans, de même que pour les délits de corruption, détournement de fonds, trafics d'armes ou de drogues, incitation directe ou indirecte à la haine raciale ou à la guerre. Les sanctions sont commuées en détention, sans sursis, accompagnées de confiscation des biens mobiliers et immobiliers.

Titre III

Art. 6

Réformes constitutionnelles – Chambre citoyenne

6-1. La constitution ne peut en aucun cas être modifiée, fut-ce de manière infime, pour correspondre à un traité, pacte ou accord international. Sous peine d'annulation, ceux-ci doivent être en totale conformité avec les principes de la présente constitution. Tout texte qui méconnaît ou prétend outrepasser les recommandations de cette constitution est aussitôt déclaré nul et sans effet.

6-2. L'ensemble des traités et pactes conclus depuis le Traité de Rome en 1957, mis en œuvre sans l'accord direct du peuple français sont formellement dénoncés jusqu'à leur actualisation et ratification par référendum citoyen national, sous peine d'annulation par le Tribunal citoyen associé au Jury citoyen.

6-3. Toutes les lois liberticides ou ayant mis à mal les acquis sociaux édictées depuis 2005, toutes les lois allant à l'encon-

tre manifeste de l'intérêt collectif, se révélant excessives, inadaptées ou ne favorisant que les intérêts de groupes financiers, de syndicats, de multinationales, de banques ou de tout organisme public ou privé, doivent être ou remplacées ou abrogées.

6-4. Le Conseil constitutionnel est dissous. Il est remplacé par l'Assemblée constituante, dont tous les membres, au nombre de 600, sont intégralement tirés au sort parmi le Corps des citoyens volontaires et formés à cet effet.

6-5. L'Assemblée constituante a pour tâche essentielle d'analyser et de libeller les meilleures lois destinées à l'intérêt collectif. Elle est convoquée chaque fois que nécessaire pour interpréter ou réviser la constitution. Ces actes sont suivis d'un examen pour vote préliminaire de la Chambre citoyenne, suivi d'un référendum législatif de ratification par le peuple.

6-6. L'Assemblée constituante est composée de membres politiquement égaux. Ses membres veillent à se former en conséquence sur tous sujets susceptibles de déclencher des débats contradictoires. Ils sont tirés au sort parmi un Corps de citoyens volontaires et se réunissent en conclave, pour une période déterminée afin de se protéger de toute influence extérieure, y compris celle d'experts.

6-7. Les membres de l'Assemblée, quel que puisse être leur degré d'implication ou d'efficacité, sont inéligibles à vie aux fonctions qu'ils ont eux-mêmes instituées. Ils bénéficient de

3 mois pour se préparer à s'absenter de leur vie professionnelle avant leur tour de rôle. Ce délai doit leur permettre d'organiser leurs diverses contraintes de vie. Chaque citoyen a droit à 2 refus de participation maximum, qui doivent être obligatoirement justifiés. Lors d'un premier refus, ils sont désignés d'office pour la session suivante. Le troisième refus sans motif valable est passible d'une sanction pénale, sans sursis. Une absence au tour de rôle est sanctionnée à hauteur du salaire que le citoyen aurait dû percevoir.

6-8. Toute intention de révision de la présente constitution impose la réunion de l'Assemblée constituante. Une session de formation/révision siège durant 3 mois. Ces citoyens sont dédommagés à hauteur de leur salaire du mois précédant l'appel, durant ces 3 mois. Lors de chaque renouvellement, cette assemblée doit être composée pour un tiers de membres différents des autres assemblées, tous tirés au sort.

6-9. La Chambre citoyenne contrôle l'adéquation de tous les projets de réformes et les soumet au vote. Elle vote le budget de l'État et les propositions à la majorité adéquate, puis les soumet aux débats contradictoires durant les 3 mois qui précèdent le référendum d'initiative citoyenne qui aura à valider, à la majorité haute (80 %) ou invalider les nouvelles propositions.

6-10. Le gouvernement et toute association de citoyens ont toute liberté pour proposer directement, sans barrage et à

tous les échelons administratifs, des lois, à condition que celles-ci intéressent réellement l'intérêt collectif et ne dissimulant aucune visée liberticide.

6-11. Tout projet de loi, tout pacte ou traité doit être libellé de manière claire, compréhensible par le peuple et ne comporter aucun oxymore ou tournures de phrases prêtant à confusion ou interprétation erronée.

Art. 7

Devoir d'intégrité et d'exemplarité des mandataires

7-1. Quiconque entend exercer la politique doit faire preuve d'exemplarité - même en dehors de ses fonctions - et de désintéressement. Dévolue au seul bien collectif, la politique ne peut être l'objet d'une profession. En la matière, tout carriérisme est proscrit. Un mandaté, élu ou non, est par essence dévolu au bien collectif, sans recherche de pouvoir ou de privilèges.

7-2. Les mandataires, élus ou tirés au sort, et quel que soit leur niveau de pouvoir, doivent être détenteurs d'un casier judiciaire intégralement vierge. Les mandataires ayant été directement ou indirectement impliqués, durant leur mandat, dans une affaire de détournement de fonds, de pot-de-vin, de népotisme, de trafic d'armes ou de drogues sont immédiatement révoqués et inéligibles à vie.

7-3. Le cumul des mandats doit être limité. Un élu ne peut cumuler plus de deux mandats.

7-4. Les membres de l'Assemblée constituante renoncent à exercer toute fonction publique qu'ils auraient eux-même contribué à instituer. Chaque membre de l'Assemblée constituante ou de toute autre Chambre de contrôle, du Jury citoyen ou du Tribunal citoyen peut demander la récusation d'un de ses collègues pour cause de conflit d'intérêt. C'est la Chambre de contrôle des Agents publics et des Médias qui entend les parties impliquées et rend son verdict quant à l'éventuelle récusation de l'un des membres.

7-5. Il est formellement interdit à tout agent quittant la fonction publique de bénéficier de revenus ou avantages émanant d'entreprises qu'il aurait eu à contrôler, ou avec lesquelles il aurait passé des contrats au nom de la puissance publique pendant sa carrière professionnelle. Cette interdiction n'est pas limitée dans le temps.

7-6. Chaque agent de l'État qui quitte la fonction publique doit mentionner, à la demande et durant une durée de 20 ans, ses différents employeurs, français ou étrangers, ses fonctions et les éléments significatifs de sa rémunération. La liste des transfuges est tenue à jour et publiée afin que tout citoyen puisse contrôler en personne la probité des agents ayant quitté la fonction publique. La Chambre de Contrôle des Agents publics est chargée de l'application de ces règles et de l'information des citoyens.

7-7. Les mandats courts, non cumulables, non renouvelés sont la règle inabrogeable pour la conduite quotidienne des affaires de la nation, y compris pour les élus.

7-8. Officier au nom de l'État, et pour toutes affaires publiques, exige une certaine maîtrise ne pouvant pas toujours être acquise par le peuple. Dans ce cas, celui-ci s'adjoint le concours de représentants. Afin de contrer l'insidieuse et inévitable tendance des élus et mandataires tirés au sort à s'autonomiser « au nom de l'État », à bénéficier tôt ou tard et peu ou prou du soutien de financiers nationaux ou multinationaux, à favoriser des proches, à ambitionner des privilèges, à travestir la vérité, à manipuler l'opinion, à fuir leurs responsabilités, à se maintenir au pouvoir, la constitution impose, pendant tout mandat des contrôles à tous les échelons de pouvoir ainsi que la reddition des comptes avec, le cas échéant, un jugement par le Tribunal citoyen et le Jury citoyen, suivi de sanctions effectives et immédiates, à la hauteur des infractions et délits.

Titre IV

Art. 8

Organes de contrôles - Attributions des pouvoirs

8-1. Tous les pouvoirs sont impérativement contrôlés. Leurs effectifs sont tous tirés au sort parmi le Corps citoyen des Volontaires, pour une durée de deux ans. Tous les débats de ces organes de contrôle sont publics et publiés sur le réseau Internet du Parlement citoyen. Les principaux organes de contrôle sont :

1) **L'Assemblée constituante** : Par tirage au sort de tous ses membres, elle représente mieux la réalité des citoyens qu'une assemblée élue. Elle organise et contrôle l'ensemble de tous les tirages au sort jugés nécessaires. Elle supervise la composition du Corps des citoyens volontaires (gestion des inscriptions, désinscriptions, contentieux). Elle rédige les lois, et le cas échéant effectue leur modification ou abrogation, elle supervise le budget de l'État. Elle contrôle la Chambre des référendums. L'Assemblée constituante coordonne les travaux des Chambres de contrôle, les convoque, suit leurs travaux et donne suite à leurs décisions.

2) **La Chambre de contrôle des Agents publics et des Médias** : contrôle la probité et l'efficacité des personnels et institutions de la puissance publique. Tous les médias publics doivent être indépendants. Cette chambre accorde ou refuse les accréditations aux médias candidats au statut de service public de presse. Elle répartit les budgets et en suggère les évolutions. Elle contrôle le respect de la Charte de Munich dans tous les médias et la désignation démocratique des cadres. Le cas échéant elle déclenche des procédures judiciaires à l'encontre des directeurs de chaînes radiophoniques ou télévisuelles et des journalistes.

3) **Le Jury citoyen** : associé au Tribunal citoyen, il s'efforce de traquer tout abus de pouvoir au sein de tous les organes de contrôle et du gouvernement. Il contrôle le Président de la République. Le Jury citoyen est lui-même contrôlé par la Chambre supérieure de contrôle.

4) **La Chambre des référendums** : contrôle les modalités et seuils de déclenchement des référendums ainsi que leur déroulement et la mise en application des décisions obtenues. Cette chambre peut également contrôler la validité des élections.

5) **La Chambre Supérieure de contrôle** : contrôle le Parlement ainsi que l'Exécutif et le pouvoir Judiciaire, autrement dit le gouvernement dans son ensemble.

6) **Le Tribunal citoyen** : contrôle que le pouvoir judiciaire ne légifère pas. Les décisions des juges doivent se défendre de toute interprétation des lois en créant de nouvelles normes pénales qui ne seraient pas conformes à la constitution. Les juges professionnels ne peuvent être jugés par d'autres juges professionnels. Lorsque le Tribunal citoyen veut incriminer un juge, il convoque le Jury citoyen. Toute affaire de corruption, d'abus de pouvoir, de détournements de fonds, de népotisme, d'informations publiques mensongères, de haute trahison, de trafic d'armes ou de drogues, de programme politique antidémocratique, de violation de la constitution ou de tentative coup d'état relève du Tribunal citoyen et du Jury citoyen.

8-2. Toutes les décisions prises par les chambres, tribunaux et jurys sont instruites de manière collégiale, contradictoire afin de permettre des recours, mais toujours sans l'intervention d'experts ou groupes d'influences. Deux institutions consultatives officielles leurs sont associées :

a) **L'Université citoyenne** : elle siège en permanence afin d'analyser, débattre et former le public sur divers sujets. Le résultat des travaux est dispensé à la demande de toutes les chambres.

b) **Le Conseil des sages** : émet des avis et rapports concernant des faits de société, des sujets estimés graves et susceptibles d'intéresser la nation entière.

8-3. Le peuple reprend automatiquement l'exercice direct du pouvoir autant de fois qu'il le juge utile, notamment par les différentes procédures d'initiative populaire.

Art. 9

Modalités pratiques du R.I.C.

9-1. La Chambre des référendums organise le plan de travail des référendums et contrôle les débats contradictoires avant toute consultation populaire, sur le site des référendums et sur la télévision des référendums, afin d'éclairer l'opinion publique avant le passage au vote. Le RIC permet aux citoyens de reprendre directement l'ascendant sur leurs mandats chaque fois qu'ils le jugent nécessaire.

9-2. Quatre fêtes des référendums sont organisées chaque année. Ces jours sont fériés et chômés.

9-3. Tout référendum doit être précédé d'une période d'au moins 3 mois et six mois maximum de débats contradictoires. La Chambre des référendums se charge d'organiser

ces débats et en contrôle la validité.

9-4. L'opinion des citoyens doit être honnêtement éclairée en toutes circonstances. Tous les médias doivent appartenir à leurs journalistes et employés du moment. Les sondages sont interdits.

9-5. Aucune personne, physique ou morale, ne peut être propriétaire d'un média, quel qu'il soit. Les actuels propriétaires des médias doivent les céder gratuitement à leurs employés. La Chambre de contrôle des Agents publics et des Médias veille à l'application de ces règles et aux dédommagements équitables qui s'imposent.

9-6. Les référendums consultatifs, soit non contraignants, qu'ils soient initiés par le peuple ou le chef de l'État, n'ont plus cours.

Seuils et types de déclenchement

9-7. Pour être valable une demande collective de R.I.C. doit recueillir 400.000 signatures. Ce quota ne peut-être augmenté. Aucune institution, aucun élu ne peut s'opposer au déclenchement du processus sitôt ce quota atteint, qui inscrit automatiquement le sujet du référendum au calendrier, et au maximum un mois plus tard.

9-8. Une demande individuelle de référendum est recevable mais elle subit un rigoureux examen de la Chambre des référendums. Celle-ci octroie une heure d'audience (ou davantage si nécessaire) au citoyen pour exposition du projet. Il s'ensuit soit le rejet du projet, soit son inscription au calen-

drier des référendums.

9-10. Le troisième type de déclenchement s'effectue par échelon territorial : 1) Un citoyen peut réunir, au niveau local, 1.000 signatures de citoyens favorables à son initiative, la municipalité doit organiser un référendum municipal. 2) Si le référendum de niveau municipal est favorable au projet, le département dont dépend la municipalité doit organiser un référendum départemental. 3) Un référendum départemental favorable au projet doit automatiquement déclencher un référendum de niveau national.

9-11. Une fois l'initiative citoyenne votée à la majorité, la Chambre des référendums contrôle l'honnêteté des scrutins et doit déclarer la décision prise. Une décision prise par R.I.C. est supérieure à toute autre norme, règlement, loi, constitution, pacte ou traité. Aucun organe ou pouvoir ne peut s'y opposer.

9-12. Un référendum sur un même sujet précédemment accepté par la Chambre des référendums ne peut être soumis dans le but d'obtenir un nouveau résultat avant un délai de trois années accomplies.

Art. 10

Arbitrage du Peuple en cas de litige

10-1. En cas de conflit irréductible entre deux organes, le Jury citoyen se charge d'ouvrir de débats publics. Le peuple est ensuite appelé à trancher par référendum.

Art. 11

Rôles, garanties et protections de l'État

11-1. L'État est l'organisation administrative chargée des pouvoirs et des responsabilités - réduites et contrôlées - en partie déléguée aux mandataires citoyens par la souveraineté populaire, parmi des volontaires tirés au sort ou élus. L'État octroie - sous contrôle - aux représentants et aux mandataires tirés au sort les moyens de légiférer, de gouverner, de juger et d'informer.

Il garantit au Peuple la priorité de décision sur tout sujet majeur de société. Il procure aux citoyens toutes les informations utiles destinées à évaluer et juger les résultats de son travail. Répartition équitable ne signifie pas égalitarisme en matière de salaire dévolu aux mandataires.

11-2. L'État ainsi que tous ses représentants sont au plein et entier service du peuple. Le peuple lui confie la gestion d'un secteur public marchand et d'un secteur public non marchand, nationalisé. Le secteur public non marchand est entièrement gratuit pour les citoyens et doit être financé par les bénéfices émanant du secteur public marchand. Il fixe et tient à jour un revenu minimum et un revenu maximum, en proportion des revenus moyens du moment.

11-3. L'État assure la protection de la propriété et du travail. Outre la mise en œuvre, par tous les moyens, de l'intérêt collectif, de l'ordre public et la répartition équitable des richesses produites, l'État garantit et protège les droits ina-

liénables à la vie privée, au droit de libre pensée, de parole publique. Il veille à la publicité des opinions dissidentes en toutes matières, il protège les personnes physiques contre les personnes morales, notamment en empêchant ces dernières de prendre une excessive ampleur.

11-4. La transparence des décisions publiques doit être le principe de l'intégralité de toutes les institutions, le secret étant l'exception.

11-5. Aucune entreprise ne peut avoir un budget supérieur au dixième de celui de la nation.

11-6. La loi fixe les conditions de partitionnement des entreprises qui menacent l'autorité publique et l'intérêt général par leur taille, leur capital. Les actionnaires ou leurs représentants, ne peuvent interférer dans ce type de décision.

11-7. La vente ou la liquidation d'une entreprise est décidée à part égale par les propriétaires du capital et par les salariés de l'entreprise. La répartition des richesses créées par les propriétaires du capital, conjointement aux travailleurs. Tout manquement aux alinéas précédents est anti-constitutionnel et passible de poursuites. Les délocalisations d'entreprises sont interdites.

11-8. Les actionnaires ne peuvent ni se constituer en syndicat ni interférer dans les décisions prises.

11-9. L'État protège les citoyens contre les excès de la rente. Est interdite la rente immobilière (location ou spéculation).

Nul logement ou terrain ne peut être acquis pour d'autres raisons que pour la propre utilisation de son détenteur ou celle de sa famille. La location immobilière d'un terrain ou d'un immeuble et la spéculation immobilière (achat pour revente) sont interdites. Les logements actuellement à usage spéculatif (sources de rente) doivent être vendus, sous peine d'être soumis à confiscation.

11-10. Les patrimoines architectural, immobilier, naturel ne peuvent être cédés à une nation étrangère.

Art. 12

Organisation, financement et protection des services publics.

12-11. Aucune loi ne peut permettre d'organiser la privatisation des services suivants, que les citoyens décident de gérer collectivement sans but lucratif, ni souci prioritaire de rentabilité :

- Police - Justice - Armée
- Hôpitaux
- Assurances sociales : maladie – chômage – retraite
- Production et distribution de l'eau
- Production et distribution de l'énergie (électricité et gaz)
- Grande distribution – Réseau routier
- Éducation nationale
- Transports routiers et ferroviaires
- Production et distribution de l'information, à l'exception de la presse écrite et des radios

- Télévision et instituts de productions de statistiques
- Téléphonie et courrier postal
- ONF – Réserves naturelles, sites non constructibles
- Création monétaire à 0 % d'intérêt et système bancaire

Art. 13

Création monétaire

13-1. L'institut d'émission monétaire est en charge des questions monétaires. Il est seul à créer la monnaie, qu'il prête aux banques privées et qu'il confie aux collectivités publiques (État, Régions, Départements, Communes), à leur demande.

13-2. La création de la monnaie est réservée à la puissance publique. Elle ne peut financer que des dépenses d'investissement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement qui doivent être financées par l'impôt.

13-3. Les Cours des comptes régionales décident de la part des investissements publics locaux qui doit être apportée par création monétaire et celle qui doit être financée par l'impôt.

13-4. La politique suivie par l'Institut d'émission monétaire est définie par la Chambre des Citoyens qui nomme, contrôle et révoque ses directeurs.

Art. 14

Gouvernement

14-1. Le Gouvernement est contrôlé par la Chambre Supérieure de contrôle. Il assure la bonne exécution des lois mais ne dispose d'aucun pouvoir normatif autonome.

14-2. Tout membre du gouvernement doit être titulaire d'un casier judiciaire vierge. Les membres du gouvernement font publiquement le serment d'indépendance, de probité et de dévouement à l'intérêt collectif. Aucun membre, y compris les ministres, ne perçoit de privilèges ni de pension à vie au terme de son mandat.

14-3. Tout membre impliqué dans une affaire de corruption, de népotisme, de pot-de-vin, de violation de la constitution, de trafic d'armes ou de drogues est exclu sans délai du gouvernement et jugé par le Tribunal citoyen et le Jury citoyen. Outre les peines d'ordre pénal, la sanction prévoit l'inéligibilité à vie et la confiscation des biens mobiliers et immobiliers.

14-4. Le premier ministre doit obtenir un vote de confiance émanant du Jury citoyen pour mettre en œuvre son programme.

Art. 15

Attributions et limitations du pouvoir exécutif

15-1. Le pouvoir de l'Exécutif est contrôlé par la Chambre Supérieure de contrôle. Il se limite strictement aux modalités pratiques (leur mise en exécution, mais en aucun cas l'interprétation ou l'écriture des lois) des lois votées par l'As-

semblée citoyenne ou par RIC. L'Exécutif n'a dans ses attributions que la mise en exécution des lois et n'a aucun pouvoir pour entraver ou empêcher l'application d'une loi qui est, par définition, immédiatement applicable. Aucun droit de veto ne peut être opposé par le pouvoir exécutif. Il n'a aucun pouvoir pour entraver l'application d'une loi, qui est par définition immédiatement applicable.

15-2. Les décrets d'application de suppression ou modification d'une loi doivent être publiés dans les 15 jours suivants la prise de décision de son abrogation ou de sa modification.

15-3. Aucune convention, aucun règlement, aucun décret, aucun traité ou pacte, ne peut trahir l'esprit de la loi dont il spécifie les modalités d'application.

15-4. Aucune pesanteur administrative n'est tolérée. A défaut de la mise en application effective d'un décret, d'une loi, d'une abrogation ou modification endéans le mois de la ratification, le gouvernement est considéré, par la Chambre de contrôle associée au Jury citoyen, comme démissionnaire et placé en disponibilité pour mise en examen.

15-5. Toutes les forces de l'ordre, dans toutes leurs subdivisions (police, gendarmerie, compagnies républicaines de sécurité, Bac,...) ont pour formelle interdiction toute tentative d'autonomisation, de mises en garde à vue arbitraires, de de violences gratuites, d'insultes, d'usage d'armes létales lors des manifestations.

Art. 16

Pouvoir judiciaire

16-1. Tous les juges doivent être rigoureusement indépendants du pouvoir Exécutif. Le Parquet n'est pas subordonné au gouvernement.

16-2. Les juges sont soumis à la reddition des comptes par la pour éventuelle mise en examen aux fins de révocation, future en cours de mandat.

16-3. Le non-lieu est totalement inconstitutionnel. Celui-ci n'est octroyé à aucune fonction politique engagée dans un mandat ou au terme de celui-ci, s'il apparaît un doute quant à la probité d'un élu ou d'un mandataire tiré au sort.

16-4. Le sursis n'est pas attribué pour les décisions qui condamnent les élus ou mandataires tirés au sort.

16-5. Toute décision de révocation prise et ratifiée par le Tribunal citoyen et le Jury citoyen donne lieu à sa mise en application sur-le-champ.

Art. 17

Les médias

17-1. Le Conseil Supérieur des Médias (CSM) est lui-même contrôlé par la Chambre de contrôle des Agents publics et des médias.

17-2. A l'échelon national, lors des débats contradictoires, dans et hors campagnes électorales ou en vue d'un référendum, une stricte égalité de temps de parole sur l'ensemble des médias publics, entre les différents points de vue, doit être observée. Toute forme de censure est interdite. Tout citoyen a le droit d'assister, physiquement et sans restrictions, aux débats et votes.

17-3. L'État garanti le financement et l'établissement d'un panel de médias ayant pour vocation la diffusion d'informations : presse, télévision, radio, instituts de statistiques, mouvements d'éducation populaire, sites Internet, réseaux sociaux libres et indépendants de tout pouvoir financier et politique. Ces moyens doivent pouvoir librement favoriser l'expression permanente de la volonté du Peuple et ne peuvent être censuré d'aucune façon.

17-4. Aucun média public ne peut appartenir au secteur privé. Toute concentration de la propriété des médias est anticonstitutionnelle. L'appropriation privée de tout type de média de masse est interdite. Nul ne peut posséder en son nom ou par un biais familial, ou professionnel, plus d'un journal, radio ou télévision.

17-5. Aucun groupe culturel, religieux ou politique ne peut se déclarer au-dessus des lois et principes fondamentaux nés de cette constitution, ni détenir une quelconque légitimité pour faire censurer ou interdire la critique ou la mise en examen judiciaire de quiconque.

17-6. Parmi les chaînes publiques, plusieurs sont affectées,

par l'État, aux tribunes dont les citoyens, individuellement et collectivement, ont l'utilité pour s'exprimer en toute liberté.

17-7. Les membres du Conseil Supérieur des Médias sont élus au suffrage universel selon un calendrier décalé par rapport aux élections législatives. Le CSM se doit d'être totalement indépendant de tout pouvoir politique, culturel, financier ou religieux. Dans un esprit d'égalitarisme il veille obligatoirement à la qualité des informations diffusées sur le territoire : pluralisme, honnêteté, priorité de l'intérêt général et primauté sur tout autre genre d'actualité anecdotique ou sensationnaliste.

17-8. La publicité est interdite sur tous les médias publics. L'État subvient aux besoins des médias publics sans imposer de contrainte d'audience. Le CSM est juge des décisions à prendre en matière de déontologie. Tout abus de la part de la présidence du CSM entraîne, la première fois, d'un avertissement émanant de la Chambre de contrôle des Agents et des Médias. La récidive entraîne automatiquement une mise en examen.

17-9. Les citoyens financent eux-mêmes les médias de masse pour leur permettre de subsister sans l'apport de publicités et sont libérés des intérêts privés de leurs annonceurs, ce qui garanti l'indépendance économique de leurs moyens d'information. Le CSM répartit les fonds obtenus par une fiscalité spécifique concernant les revenus de la publicité. C'est le CSM - et en aucun cas l'État - qui répartit les fonds

et contrôle que ceux-ci sont entièrement dévolus à la diffusion d'une information réellement indépendante.

17-10. Toutes les régulations du pouvoir médiatique, et notamment le contrôle des journalistes, sont confiées à la Chambre de contrôle des Médias Publics.

17-11. Les journalistes relatent des faits avec pour objectif d'informer le public. Ils doivent le faire de la manière la plus objective possible, sans aucune prise de position personnelle ou partisane dictée par un pouvoir quelconque et dans la stricte expression de la vérité. Les journalistes ne peuvent ni s'imposer, ni s'affirmer en tant que juges irresponsables.

17-12. L'information est toujours contrôlée par un Jury citoyen. En cas d'abus, les journalistes incriminés et leurs commanditaires ne peuvent plus exercer cette profession, ni une profession ayant l'information politique dans ses attributions.

17-13. Toute les radios, télévisions ou autres médias de masse ont à se conformer aux principes des articles précédents. Aucun présentateur d'une émission d'information, aucun journaliste d'un quotidien ne peut s'arroger le droit d'interpréter la réalité, de publier des propos manifestement mensongers, des documents falsifiés, de verser dans l'obscénité, la provocation ou le sensationnalisme, cela fut-il le souhait des commanditaires et directeurs de ces programmes.

Art. 18

Séparation des pouvoirs

18-1. Afin d'être effectivement affaiblis d'identique manière, sans distinctions ni privilèges d'aucune sorte, tous les pouvoirs doivent être réellement séparés les uns des autres et se contrôler mutuellement de manière régulière.

18-2. Le pouvoir législatif élabore les lois sans jamais les exécuter lui-même.

18-3. Le pouvoir exécutif utilise la force publique pour appliquer les lois sans jamais les écrire lui-même, ni les interpréter si peu que ce soit. Il a pour mission de rendre optimum le fonctionnement des services publics.

18-4. Le pouvoir judiciaire s'en tient exclusivement à arbitrer et trancher les conflits. Il est en charge de trancher les conflits entre individus, liés à l'exécution des contrats et de réprimer les contrevenants à la loi. Les instructions des litiges et délits sont réalisés par les agents du service public judiciaire. Les jugements sont rendus par des jurys de citoyens tirés au sort.

18-5. Le pouvoir médiatique garantit obligatoirement une information honnête, respectueuse des Droits de l'Homme.

18-6. Le Code pénal détermine les modalités de fonctionnement du système judiciaire.

18-7. Le Sénat étant supprimé, il est remplacé par le Parle-

ment citoyen et une Fédération des régions, dont les membres sont tous tirés au sort.

18-8. Il est rappelé que tous les pouvoirs ayant un ascendant octroyé par un statut, un pouvoir d'État ou de profession, toutes forces de l'ordre comprises, œuvrent sous le contrôle permanent des Chambres de contrôle. Celles-ci, composées de membres tirés au sort, demeurent toujours l'arbitre ultime.

18-9. Aucune charte, aucun règlement d'ordre interne émanant d'une obédience ou d'un Ordre quel qu'il soit, d'une Fédération, d'un Corps de métiers prétendant à un quelconque ascendant n'est supérieur aux termes de la présente constitution en matière d'égalité politique, juridique et de liberté d'action, de pensée et d'expression.

18-10. Dans tous les cas où il est manifeste que la sécurité et la quiétude publique ou l'intégrité physique des représentants de ces ordres et mouvements n'encourent aucun dommage avéré, nul n'a autorité pour restreindre ou entraver à toute personne saine d'esprit la liberté d'expression, de circulation, d'association, de choix de métier, de choix de consommation, de choix de travailler ou non, de la jouissance de son corps et de ses biens.

18-11. Les assemblées citoyennes déterminent librement leur ordre du jour, sous réserve des initiatives citoyennes qui s'imposent de droit au sein des débats.

18-12. La confusion des pouvoirs, de même que le pouvoir

exercé sans contrôle citoyen, s'il rend légitime l'insurrection populaire, n'en autorise pas pour autant la répression violente délibérée d'un quelconque pouvoir, fut-il policier ou militaire.

18-13. L'État protège indistinctement et obligatoirement les citoyens dits « donneurs d'alerte » de même que les réseaux sociaux contre l'intimidation des plus grands acteurs économiques ou de tout autre pouvoir, national ou étranger, misant sur le règne de l'argent comme moteur d'appauvrissement pour la multitude et d'enrichissement pour une minorité.

18-14. Les magistrats, comme tous les mandataires, élus ou tirés au sort, sont soumis à la reddition des comptes au terme de leur mandat. Ils sont jugés par le Tribunal citoyen associé au Jury citoyen.

18-15. La banque centrale doit être sous contrôle de la Chambre supérieure de contrôle.

18-16. Tous les avis des organes de contrôle ont autorité contraignante.

18-17. La Chambre supérieure de contrôle peut censurer le gouvernement, de même qu'elle peut désavouer et révoquer tout ministre. Le Parlement Citoyen peut être dissous, soit à l'initiative du pouvoir exécutif, soit à l'initiative des citoyens, par référendum d'initiative populaire.

Art. 19

Les codes juridiques

19-1. Tous les codes et droits sont intégralement subordonnés à l'esprit de la présente constitution.

19-2. Le code de la Démocratie est annexé à cette constitution. Il détaille le fonctionnement du dispositif législatif des assemblées. Il n'est modifiable, qu'à la majorité haute, pour les réformes constitutionnelles, et sur base d'un accord préalable de l'Assemblée constituante.

19-3. Le code des Ressources Naturelles établit une liste exhaustive des ressources naturelles de la nation et en détermine les modalités d'exploitation et de gestion.

19-4. Le code Pénal détermine les motifs des délits et la nature des sanctions. Il est modifiable à la majorité haute par le Parlement citoyen.

19-5. Le code Civil détermine les règles des relations contractuelles entre les individus. Il intègre une Charte de la Gestion des Ressources Naturelles. Il est modifiable à la majorité haute par le Parlement citoyen.

19-6. Le code du Patrimoine national détermine la liste des biens historiques et culturels déclarés priorité de la nation. Il est modifiable à la majorité haute par le Parlement citoyen.

19-7. Le Code de l'éthique de la Recherche définit les princi-

pes limitatifs aux activités de recherche scientifique. Il peut être modifiable à la majorité haute par le Parlement citoyen.

19-8. Le code de l'Autorité Parentale définit les droits et devoirs des parents vis-à-vis de leurs enfants, et réciproquement. Ce code doit être affiché dans tous les foyers institutionnels et carnets de mariage. Il établit un droit de l'enfant à ester en justice dans le cadre de son application. Il est modifiable à la majorité haute par le Parlement citoyen.

Art. 20

Responsabilité des acteurs publics

20-1. Tout agent public et tout élu, quels qu'ils soient, sont révocables à tout moment pour les fautes et abus dont leur responsabilité serait dûment avérée. Tout responsable est coupable. La procédure de révocation est sujette à sanction immédiate, équitable, contradictoire et permettre le recours.

20-2. Tout mandat prévoit une procédure de contrôle, de reddition des comptes, et le cas échéant de sanction avec effet immédiat. En dernier ressort, l'arbitrage du peuple, directement consulté à la majorité, est et demeure souverain

20-3. L'immunité parlementaire et présidentielle, ainsi que les « secret des affaires » et « raison d'État » n'ont plus cours.

20-4. Tout haut mandataire élu est dans l'obligation de faire état de son patrimoine personnel exact. Au cas où son casier judiciaire viendrait à être altéré il est aussitôt démis de ses fonctions.

Art. 21

Droit de parole publique pour tous

21-1. Tout citoyen dispose d'un droit légitime de parole publique, à tout moment et à tout propos. Ce droit est inaliénable pour autant qu'il ne soit fait aucune incitation à la haine ou au passage à l'acte illégal, violent, mettant en péril la paix et la sécurité publique ou privée.

21-2. L'État doit garantir aux citoyens au moins un panel de médias de masse, ainsi que des archives sur réseau électronique servant de tribune publique à toutes les opinions individuelles.

Art. 22

Contrôle citoyen

22-1. La Chambre Supérieure de contrôle, composée d'au moins 500 citoyens régulièrement renouvelés et tirés au sort, contrôle l'entièreté des pouvoirs institués, sans exception, y compris elle-même.

22-2. Outre le contrôle de l'ensemble des pouvoirs politiques, la Chambre Supérieure de contrôle s'adjoit le concours d'experts, de techniciens, de militaires et de scientifiques, et du Jury citoyen, afin de débattre, étudier et statuer, de manière indépendante de tout pouvoir et intérêts financiers, sur les dérives et pratiques avérées en cours, tous domaines confondus.

22-3. Le président de la Chambre supérieure de contrôle est élu par l'Assemblée constituante par un vote à la majorité.

22-4. Sur base des innombrables et graves excès passés en tous domaines, et sans que la population ait jamais eu le moindre recours (voir par exemple le Traité de l'UE...), la Chambre supérieure de contrôle s'associe au Jury citoyen afin de se prononcer vis-à-vis de toute innovation suspectée d'entraîner, à terme, des nuisances graves, irréversibles, à l'environnement ou à la santé des citoyens.

22-5. La Chambre Supérieure de contrôle se veut le garde-fou de toute dérive politique, médicale, alimentaire, économique, technologique, agricole, militaire susceptible de provoquer des problèmes en matière d'éthique ou de mettre en danger la liberté, l'égalité et la vie des citoyens.

22-6. La Chambre Supérieure de contrôle étudie, valide ou invalide tout projet de mise en circulation de substances chimiques émanant du secteur médical, alimentaire, agricole, environnemental, militaire.

22-7. Toutes les décisions de la Chambre supérieure de contrôle sont souveraines. Votées directement, elles donnent lieu à référendum.

Art. 23

Mandat représentatif

23-1. Seul le Peuple est légitime, par référendum, pour définir le type et les limites du mandat de ses mandatés (re-

présentants ou porte-parole), de même que pour choisir leur mode de désignation (vote, tirage au sort ou autre) et pour les contrôler (reddition des comptes, révocabilité, sanctions).

23-2. La Chambre Supérieure de contrôle veille à ce que les dédommagements des mandatés ne dépassent pas une limite raisonnable fixée par la loi.

23-3. A l'expiration de tout mandat, aucun privilège particulier, aucune faveur, ni pensions, honneurs ou distinctions ne sont attribués aux élus ou tirés au sort.

38-4. Les mandats étant obligatoirement impératifs, le contenu des programmes électoraux doit se comprendre comme un engagement formel, sous peine de relever du mensonges compris comme haute trahison.

Art. 24

Initiative populaire

24-1. Le seuil de déclenchement des initiatives citoyennes ne doit pas être élevé (de l'ordre de 1%), pour ne pas rendre discrètement factices les procédures.

24-2. Confronté à des sujets graves, et afin de tempérer les mouvements de foule et les manipulations intellectuelles, la constitution permet que soient établies en urgence des périodes de débats honnêtes et éclairés afin que le peuple puisse trancher sur toutes initiatives estimées vitales.

24-3. Rien n'est supérieur à une décision prise par référendum. La mise en application d'une décision est obligatoire. Celle-ci ne peut être différée et doit prendre effet dans les plus brefs délais avec tous les moyens mis instamment à sa disposition.

Art. 25

Suffrage universel

25-1. En cas de nécessité de vote, chaque femme, chaque homme en âge de voter dispose d'une voix. Cette voix, chaque fois que c'est possible, doit pouvoir exprimer finement sa volonté à l'aide de points, positifs et négatifs (vote préférentiel).

25-2. Le vote « blanc » se veut la contestation totale de tous les choix offerts à un vote. Il n'est ni blâmable, ni le fait de citoyens « indignes » de leur statut. Il exprime un désaccord, et en tant que tel doit obligatoirement être pris en compte.

25-3. Dès que l'ensemble des votes blancs et nuls atteint 45 %, l'élection doit obligatoirement être annulée et recommencée avec de nouveaux candidats. Idem au cas où l'abstention dépasserait les 45 %.

25-4. Pour être dûment élu, tout candidat, fut-ce à l'élection présidentielle, doit effectivement réunir au moins 52 % des voix.

25-5. Toutes les techniques d'élection qui ne permettent pas le contrôle direct par les citoyens (machines à voter) sont

anticonstitutionnelles et proscrites du processus d'élection.

25-6. Dès l'enseignement primaire (niveau CM2), les enfants doivent avoir la possibilité d'exprimer leur voix par le truchement d'un vote collectif exprimé en classe, éclairés en cela par leurs enseignants aux fins d'une éducation citoyenne et d'un renforcement de l'esprit civique. Ce vote n'est pris en compte qu'à titre indicatif mais néanmoins rendu public.

Art. 26

Commune

26-1. La commune constitue le niveau de référence de l'expression et de l'action démocratique. Les communes, les départements et les régions peuvent se fédérer en une « Fédération des Régions » afin de partager les innovations qu'elles ont jugées utiles de mettre en œuvre. En se fédérant, elles peuvent trouver un accord commun susceptible de mener des actions au plan national, voire proposer un référendum à ce niveau.

26-2. Le président de la Fédération des Régions peut proposer et soumettre au Parlement Citoyen une révision de la loi, un amendement ou sa suppression.

Art. 27

Loi et volonté générale

27-1. Le Parlement Citoyen n'est jamais dissout et siège toute l'année. Les mandatés sont tirés au sort et leur mandat court (1 an) n'est ni renouvelé ni cumulable.

27-2. Dans tous les cas, la loi est l'expression de la volonté générale et souveraine du Peuple.

27-3. Un même projet de loi peut proposer plusieurs modifications si estimé nécessaire.

27-4. Tout manquement à la loi, du fait d'un citoyen mandaté doit être dénoncé et faire l'objet d'un examen, puis d'un jugement public équitable, suivi, le cas échéant, d'une sanction allant du rappel à l'ordre jusqu'au bannissement.

27-5. Les citoyens mandatés doivent s'investir dans la recherche et la connaissance de la volonté générale et s'en faire la voix unie et puissante, sans jamais substituer leur propre volonté ou leur propre intérêt, de quelque nature que ce soit, à la volonté générale.

27-6. Toute nouvelle loi votée doit impérativement entraîner la suppression automatique de deux autres lois. Ce principe est imposé afin de simplifier et réduire le nombre des lois en vigueur.

27-7. La clarté, la lisibilité et la simplification des lois sont inscrites dans la constitution. Toute nouvelle loi doit être réécrite lorsque plus d'un tiers des membres de l'Assemblée citoyenne la juge trop difficile à comprendre.

27-8. Les institutions et mandataires autorisés à proposer

une loi à la Chambre des Citoyens sont : Les ministres, les présidents d'associations reconnues d'utilité publique, les présidents de syndicats représentatifs, les présidents d'associations de consommateurs, le président de la Fédération des Régions.

27-9. Un mandaté, tiré au sort et soutenu par 50 % de citoyens de la Chambre des Citoyens doit motiver la proposition de loi de manière simple, en spécifiant son but et en quoi cette loi contribuerait au bien commun.

27-10. Si une majorité de la Commission approuve le projet, le mandaté est autorisé à exposer une proposition détaillée. Les membres de la Commission ont toute autorité pour amender ou rejeter une proposition. Après obtention d'un accord, des juristes indépendants, rédigent un projet de loi correspondant à la volonté citoyenne, dans des termes clairs et intelligibles.

27-11. Le projet approuvé est ensuite transmis à la Chambre des Citoyens qui procède au vote, sans plus modifier ou amender le projet.

Art. 28

Égalité devant la loi et la sécurité sociale

28-1. La planète n'hébergeant qu'une seule et unique race humaine, tous les citoyens sont égaux devant la loi, devant la justice et devant la politique qui les concerne entièrement, leur vie durant, sans distinction d'origine, d'ethnie, de

culture, de religion, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre.

28-2. Dès sa majorité, tout citoyen détient un égal droit de participation aux charges et fonctions publiques.

28-3. Partant du principe que l'on devient ce que l'on sait et que l'on agit selon ce que l'on est, l'éducation à la citoyenneté doit se faire dès le plus jeune âge, et à tout le moins à partir de l'enseignement primaire, dans tous les établissements scolaires. Cet enseignement doit être programmé et se poursuivre le plus longtemps possible.

28-4. Le texte complet de la présente constitution doit être inclus, par le Ministère de l'Enseignement, au programme annuel, et être adapté au niveau scolaire élémentaire. Cet enseignement inclut de réguliers ateliers constitutifs afin que ne soit jamais perdu de vue en quoi consiste une constitution et les fondements d'une démocratie digne de ce nom.

28-5. La différence entre les régimes représentatifs, oligarchiques, aristocratiques, monarchiques, ploutocratiques, dictatoriaux, théocratiques doit être soulignée et constituer la base de cet enseignement.

28-6. Le cas échéant, le serment prêté par un citoyen, un mandataire élu ou tiré au sort, que ce soit dans la sphère politique ou judiciaire est maintenu. Il engage totalement la responsabilité des actes, la probité, la justesse de raisonnement, l'impartialité de celui qui le prête. Il est susceptible de

condamnation en cas d'abus, de non respect volontaire de ce serment.

28-7. Les magistrats ou représentants de la force publique étant par nature d'abord des citoyens soumis comme toute personne aux termes de la constitution et aux lois qui en découlent, leur statut ne leur confère aucune supériorité ni privilège de quelque nature que ce soit vis-à-vis des citoyens. L'«outrage à magistrat» n'a plus aucune autorité dans le langage pénal à l'encontre d'un citoyen et ne peut entraîner aucune procédure visant une quelconque peine.

28-8. Tout pouvoir doit connaître de strictes limites. Les pouvoirs militaires eux-mêmes sont subordonnés aux pouvoirs civils et ne peuvent déroger aux décisions de ces derniers. (encore à développer pour ce qui concerne l'usage, le démantèlement et la neutralisation des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques)

Art. 29

Participation directe des citoyens aux choix de société

29-1. Les parlementaires doivent, sur les sujets les plus importants, consulter directement les citoyens par référendum, et ne peuvent en aucun cas outrepasser cet avis dans les lois qu'ils préparent, proposent, modifient ou abrogent.

29-2. Aucune nationalisation ou privatisation ne peut avoir lieu sans référendum. Le référendum « consultatif » n'a plus droit de cité.

29-3. Le patrimoine architectural est possession pleine et entière de l'État. En aucun cas il ne peut être dilapidé au profit de spéculateurs étrangers.

Art. 30

Création monétaire réservée à la puissance publique

30-1. La monnaie scripturale consiste en une écriture comptable constatant une dette dans les livres d'une banque. C'est une monnaie virtuelle, temporaire, vouée à la destruction au moment du remboursement avec intérêts.

30-2. La monnaie fiduciaire consiste en une monnaie dont la valeur est égale à celle qu'on lui attribue, monnaie de la confiance publique sans posséder de valeur réelle ou d'étalon.

30-3. La souveraineté monétaire est l'un de piliers de la vraie démocratie. La protection de la souveraineté monétaire constitue l'un des rôles majeurs de l'État.

30-4. L'élaboration du budget annuel de l'État est sous contrôle permanent du Peuple.

30-5. Les citoyens interdisent à leurs représentants de céder le droit régalien fondamental de création monétaire à des organismes privés. Seul l'État, contrôlé par les citoyens, peut créer la monnaie permanente ou temporaire dont les citoyens ont besoin pour échanger les richesses qu'ils ont créées.

30-6. Tout représentant convaincu d'avoir directement ou indirectement contribué à violer ce principe sera poursuivi pour haute trahison et, au minimum, sanctionné par l'inéligibilité à vie.

30-7. Le rôle de la monnaie doit se limiter à n'être qu'un outil d'échange. Il est du devoir permanent de l'État de veiller à ce que la monnaie ne devienne ni rare, ni surabondante, ou objet de spéculation.

30-8. Tout citoyen ou association de citoyens peut créer une monnaie libre, dite monnaie locale, sans pour autant que celle-ci soit garantie par l'État.

Art 31

Contrôle des comptes de la Nation

31-1. Les Comptes de la nation sont contrôlés à tout moment par une Cour des comptes vigilante et dotée de moyens puissants.

31-2. La Cour des comptes se trouve elle-même sous contrôle citoyen, capable d'ester en justice et de mettre en cause la responsabilité des agents de l'État, quels qu'ils soient.

Art 32

Contrôle constitutionnel

32-1. Le contrôle constitutionnel est effectué par la Chambre

supérieure de contrôle, jamais dissoute, elle-même sous contrôle citoyen, toujours mobilisable, toujours tirée au sort, progressivement renouvelée, intégralement indépendante des pouvoirs en place, pour contrôler la bonne application des textes qu'elle a conçus et fait entérinés.

Art. 33

Transferts de souveraineté

33-1. Les transferts de souveraineté sont sous le contrôle direct des citoyens. Aucun parlementaire, aucun ministre, aucun juge, ne peut se prévaloir de disposer de la souveraineté nationale.

33-2. Le peuple s'interdit toute aliénation de sa souveraineté. La sauvegarde de cette dernière est un dû de chaque génération aux générations suivantes.

33-3. Les seuls transferts possibles concernent ceux ayant pour vocation le renforcement de la souveraineté populaire en l'élargissant, mais il s'agit toujours de souveraineté citoyenne, quelle que soit l'étendue du domaine où celle-ci s'exerce.

33-4. L'effacement ou l'élargissement d'une frontière peut être envisagé, sans perte de souveraineté des citoyens, à condition que soient parfaitement respectés, dans la nouvelle entité, l'entièreté des principes démocratiques de cette constitution.

Art. 34

Traités

34-1. Tout traité doit impérativement respecter la constitution, et être confirmé par référendum pour prendre sa force juridique.

34-2. Un traité qui contrevient à la constitution doit être annulé ou renégocié.

Art. 35

Justice

35-1. Une Cour de Justice citoyenne se compose de 500 citoyens tirés au sort. Elle est saisie pour toute affaire relevant du droit politique ainsi que des affaires de l'État en général. Durant l'instruction et le procès qui s'ensuit, un dédommagement des jurés tirés au sort est prévu. Il n'y a pas de jurés professionnels. Tous sont tirés au sort. A l'issue du procès, la délibération des jurés se fait en présence d'au moins X (à déterminer) magistrats et autant d'experts tirés au sort que les jurés le souhaitent.

Art. 36

Relations extérieures

36-1. La France doit s'affirmer en tant que pays neutre sur le plan des relations internationales. Elle se désolidarise inté-

giquement de l'Otan. Cette neutralité lui interdit toute ingérence militaire de la nation dans un quelconque pays, sous quelque motif que ce soit.

36-2. La politique extérieure de la nation doit consister essentiellement à œuvrer à l'instauration d'une solidarité et alliance internationale des pays, dans le but de la dissémination des idées de neutralité.

36-3. Au sein de cette alliance, la France préconise l'établissement d'un pacte d'assistance à caractère strictement défensif entre tous les pays neutres.

36-4. En cas d'intervention militaire urgente souhaitée par un pays neutre et avalisée par le peuple, la France ne peut exiger la moindre contrepartie, de quelque nature que ce soit.

36-5. Le commerce et l'exportation d'armes doivent être réduits au maximum et soumis au contrôle du peuple. Les impôts ne peuvent être affectés qu'à raison d'un strict minimum pour financer un tel commerce.

36-6. La défense de l'intégrité du territoire national, en cas d'agression ou de catastrophe naturelle, est assurée par une armée défensive.

36-6. La défense de l'intégrité du territoire national, en cas d'agression ou de catastrophe naturelle, est assurée par une armée défensive

36-7. Un service civil d'assistance et de secourisme associé à

un service militaire permanent, sur le mode Suisse, est assuré par des volontaires. L'armée défensive permanente a pour seul rôle d'assurer la défense du territoire, à l'exclusion de toute autre attribution.

Art. 37

Éducation et droits de l'enfant

37-1. Les parents ont, conjointement, une obligation de subsistance vis-à-vis de leur enfant, jusqu'à l'âge de 18 ans. Dès cet âge, tout citoyen acquiert le droit d'engager une activité économique.

37-2. Le droit de vote est acquis à partir de l'âge de 18 ans. (à développer)

Art. 38

Étrangers

38-1. Les personnes présentes sur le territoire français, même occasionnellement, n'ayant pas la nationalité française sont soumis aux mêmes lois et devoirs que les natifs.

38-2. Les personnes étrangères majeures participant à la production de valeur du fait de leur activité professionnelle et économique, associée à la vie culturelle et sociale deviennent «citoyens de résidence» dès lors qu'elles satisfont, dans un souci d'intégration et d'égalité politique, à un examen de culture générale, d'Histoire de France, de connaissance usu-

elle de la langue française parlée et écrite, ainsi que des fondements de la démocratie.

Ces citoyens acquièrent, dès leur établissement sur le territoire, le droit de vote aux municipales et législatives. Le droit de vote aux présidentielles leur est octroyé au terme de 5 années de résidence ininterrompue sur le territoire français.

38-3. Une obligation de scolarité s'applique aux enfants des personnes étrangères durant les 6 premières années de résidence continue. Cette scolarité doit s'effectuer dans les établissements privés d'enseignement, assortie d'une obligation d'assiduité jusqu'à l'âge de 16 ans accomplis.

Art. 39

Laïcité

39-1. La France est un État laïque. La liberté d'opinions et d'expressions, fussent-elles dissidentes en matière religieuse, est un droit inaliénable, et sont garanties au-delà de toute conviction, de tout dogme et opinion.

39-2. Tout citoyen étant soumis de la même manière aux lois et à la constitution, aucune religion, quelle qu'en soit l'origine, ne peut interférer dans les affaires publiques. Aucune croyance ou dogme n'a autorité pour s'ingérer dans les affaires de l'État. Aucune religion ne peut remettre en question les articles de cette constitution.

39-2. Les citoyens natifs et non natifs, dans leur stricte sphère privée, sont libres de pratiquer la religion de leur choix, sans jamais détenir le droit de prosélytisme public, ni d'imposer à quiconque est en âge de raison un comportement, des attitudes ou propos issus d'une quelconque religion, sous quelque forme que ce soit, dans l'espace public.

39-3. En régime démocratique il ne peut y avoir délit de blasphème. Dans des limites raisonnables, le droit de critiquer les religions est un droit inviolable.

39-4. Le respect mutuel étant un gage de paix sociale, un jury démocratiquement désigné pourra, le cas échéant, avoir à distinguer la moquerie de l'invective injurieuse.

Art. 40

Social

40-1. Le service public de la santé est nationalisé et garantit à tout citoyen une prise en charge identique en cas de maladies et d'accidents, quels que soient les revenus - voire même l'absence de ceux-ci - des malades et victimes.

40-2. Il ne peut être question de confinement obligatoire, de vaccination obligatoire ou de contrainte médicamenteuse, que ce soit dans une intention préventive ou curative, même en cas d'épidémie. Les moyens de lutte avérés inefficaces doivent être rejetés et le peuple n'a pas à s'y conformer.

40-3. Lors d'une pandémie, seul l'Ordre des médecins est habilité à conseiller le type d'intervention le plus adapté. Ni les élus ou mandataires tirés au sort, ni aucun groupe pharmaceutique n'ont autorité pour influencer l'opinion ou prendre les décisions qui s'imposent et doivent se conformer aux décisions du corps médical le plus efficient. S'il y a litige entre l'OMS, les mandataires, l'Ordre des médecins et un quelconque lobby pharmaceutique, un débat contradictoire d'urgence doit être rendu public et déboucher sur un vote direct de la population quant aux mesures à prendre.

40-4. Toute spéculation financière concernant un remède quelconque devant être attribué ou fabriqué en urgence, lors d'une pandémie, est strictement interdite. La population doit pouvoir bénéficier, dans les délais les plus brefs, des soins, des médications et du matériel hospitalier adéquats. Il ne peut être fait de discriminations quant aux soins à attribuer.

40-5. La santé s'entend au sens mental comme au sens physique. Le service public de la santé doit répondre à toute demande de soin émanant de tout citoyen, sous réserve de la constatation objective par le corps médical d'un dysfonctionnement ou une altération d'un ou plusieurs de ses membres ou organes, ou de son comportement. Il doit également répondre à toute demande d'euthanasie dûment formulée selon les modalités indiquées dans le code Civil.

40-6. Le service public de la santé s'engage à développer une offre diversifiée en modes thérapeutiques, dont obliga-

toirement le mode phytothérapeutique. Tout citoyen est libre de choisir entre les modes thérapeutiques qui lui agréent.

40-7. Le ministère de la Santé doit lutter efficacement contre le « désert médical » qui sévit dans certaines régions de France. Il doit faire en sorte d'implanter des « Maisons de santé » dans tous les villages comptant au moins 2.000 habitants et favoriser l'installation des jeunes praticiens dans les régions mal desservies.

40-8. La pratique de la visite médicale à domicile doit être généralisée. Outre la médecine générale, les Maisons de santé doivent comprendre les services suivants : dentisterie, gynécologie, ophtalmologie, kinésithérapie, rhumatologie, oto-rhino-laryngologie, radiologie.

A vous de continuer sans jamais oublier que...

*Vous qui sur Terre vivez dans la douleur
Il vous faut réveiller toutes les forces
De votre être
L'obéissance pour l'homme
Est le fléau majeur.
Qui n'aimerait une bonne fois
Devenir son propre maître ?*

(La vie de Galillée, Bertolt Brecht)

A méditer

- Il n'y a d'irréversible que la soumission. (Frédéric Dard)
- La décadence d'une société commence quand l'homme se demande « que va-t-il arriver ? » au lieu de se demander « que puis-je faire ? » (Denis de Rougemont)
- Il y a deux sortes d'éducation, l'une qui enseigne comment gagner sa vie, l'autre qui enseigne comment vivre. (Anthony de Mello)
- La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement les esclaves auraient l'amour de leur servitude. (Aldous Huxley)
- On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. (Albert Einstein)
- Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment. (Malcolm X)
- Désormais, tout français consciencieux et insoumis à la propagande médiatico-politique sera considéré comme un potentiel ennemi public. (diktacratie.com)
- Un citoyen qui ne s'occupe pas de politique n'est pas un citoyen paisible, c'est un citoyen inutile. (Platon)
- La cupidité a des conséquences qui relèveront un jour de la non-assistance à planète en danger et de crimes contre l'Humanité. (Michel Pinçon)
- Quelque heureux que puissent être les changements survenus dans l'État, ils sont tous pour le riche. Pour le pauvre le ciel fut toujours d'ai-

rain et le sera toujours... Qu'aurons-nous gagné à détruire l'aristocratie, si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ? (Jean-Paul Marat)

- Par le temps qui court, chacun a la prétention d'être démocrate sans même en exempter ceux qui, par intérêt ou par préjugé, sont les ennemis les plus implacables de toute démocratie. Le banquier qui s'est enrichi dans les tripotages de la bourse, l'orateur subventionné qui monte à la tribune prétendument nationale pour y défendre les plus révoltants monopoles se disent démocrates, le journal qui se fait l'écho des déclamations aristocratiques et qui se tourne avec le plus de fureur contre la liberté et l'égalité se dit démocrate. (Albert Laponneraye)

- Plus le but est important, ou les conséquences probables de l'échec graves, plus la planification est essentielle. La planification stratégique augmente la probabilité de mobiliser toutes les ressources disponibles ainsi que l'efficacité de leur utilisation. C'est vrai pour un mouvement démocratique - aux ressources matérielles limitées et exposé au danger - qui essaie d'abattre une dictature puissante. La dictature a accès à la puissance matérielle, organisationnelle, à la capacité de commettre des brutalités. Planifier une stratégie signifie étudier et déterminer les moyens d'actions qui permettront d'aller le plus sûrement de la situation présente à la situation désirée. (Gene Sharp)

- Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompé (Mark Twain)

- L'abbé Sieyès, l'un des instigateurs de la révolution de 1789, déclarait : *Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés la France ne serait plus cet État représentatif, ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.*

Demandons-nous toujours, en politique, pourquoi les choses sont comme elles sont et pas autrement.

La révolution de 1789 tendait à mettre fin à la monarchie pour la remplacer par la démocratie. Il s'agissait d'éliminer la puissance des aristocrates par celle du peuple. Or l'esprit de cette révolution fut balayé (par les bourgeois, le clergé,...) pour lui substituer habilement une fausse démocratie. On passa ainsi d'une autorité à une autre, avec d'autres mots et un «suffrage universel».

Ce que nous subissons depuis est une «démocratie représentative». Aucun élu n'admettra jamais ce contresens, ce serait avouer qu'il s'agit d'une espèce de contrefaçon politique. Ce serait reconnaître que le peuple a été délibérément roulé dans la farine et à toujours cru bénéficier de la « démocratie » alors qu'à ses dépens il expérimente tout le contraire.

La vraie démocratie, dans ses principes fondamentaux, dans son intégralité, nous ne l'avons JAMAIS pratiquée, car les élus redoutent plus que tout la puissance du peuple. Ils ne veulent pas d'une démocratie qui les refouleraient dans l'anonymat, qui les révoqueraient, les sanctionneraient, et ils font tout pour s'en protéger, en écrivant et votant eux-mêmes les lois, en jargonnant, en complexifiant, en prétendant savoir ce qui convient au peuple.

Si nous attendons qu'ils soient miraculeusement éclairés par la bonté, la justice, le bon sens, qu'ils reconnaissent leur escroquerie pour enfin nous remettre le pouvoir, nous ne cesserons jamais d'attendre.

Souvenons-nous de Olympe de Gouges, et de cet extrait de sa *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* qui résume parfaitement l'esprit de tout démocrate qui se respecte qu'incarne et défend l'atelier constituant :

(...) La Constitution est nulle, si la majorité des individus qui composent la Nation n'a pas coopéré à sa rédaction.

Il est évident que, dans sa concrétisation finale, un projet d'ampleur tel qu'une Première démocratie devra tenir compte d'une série de conditions financières, temporelles, organisationnelles. Cela ne doit nullement nous empêcher de commencer à mettre en place, dans notre esprit, les bases d'une nouvelle manière de faire de la politique afin de ne plus nous faire duper. Ce n'est pas du tout incompatible.

C'est à ce prix, et à ce prix seul, qu'une révolution détiendrait les moyens de procéder à l'essor d'un art de la politique qui ne relève plus du mensonge, de la cupidité et de la trahison.

Il n'y a pas d'utopie

Il n'y a que des possibles qui s'ignorent

De quoi un gouvernement délibérément opposé à une réelle démocratie, donc oligarchique et soutenu par un capitalisme forcené, de quoi peut-il avoir peur ? Que peut-il craindre du peuple, alors qu'il s'attribue, sans limites, l'entière des moyens répressifs propres à refouler toute velléité démocratique ?

De quel moyen de coercition dispose un peuple qui ne détient aucun matériel, aucun dispositif légal pour inverser le rapport de force qui le maintient dans la soumission totale ? Comment le peuple peut-il s'en prendre aux élus responsables et coupables de maints méfaits et trahisons lorsque ceux-ci ne craignent pas la constitution ou la modifient selon leurs besoins ? Ce texte a-t-il encore la moindre valeur aux yeux du peuple ?

Questions d'actualité, s'il en est, qui amènent diverses constatations. Former le projet de s'attaquer de front au pouvoir, alors que l'on ne dispose pas d'un arsenal suffisant est évidemment suicidaire. Une révolution bâclée sur des ressentiments certes légitimes mais noyés dans l'émotionnel, le ressentiment, la rage, n'ouvre de perspectives que sanglantes, catastrophiques, totalement contre-productives. Même le nombre, à supposer qu'il parvienne à être vraiment imposant, n'octroie ni la puissance, ni l'assurance d'un résul-

tat à la mesure des espérances, faute d'une logistique préparée de longue date. Renverser une dictature ne peut s'improviser dans l'ivresse de la colère, sous l'emprise du désir de vengeance.

On maintient dociles des centaines de moutons avec seulement quelques chiens ? Des dizaines de milliers de «Gilets jaunes» peuvent se masser dans les rue de Paris, ou d'ailleurs, il suffit de quelques auto-pompes, de «flashball», drones, gaz lacrymogènes, grenades de dispersion (et ce dispendieux arsenal ne cesse de croître en efficacité, en quantité) et quelques dizaines de CRS cuirassés comme des homards pour les mater. A cela ne succède rien de concret sinon une interminable (et justifiée) liste de doléances. C'est que les tares et les responsabilités du gouvernement sont innombrables... Dans la foulée, ce même gouvernement congratule et médaille les policiers (un comble) comme on le ferait vis-à-vis de héros ! Ainsi, au terme de près de 80 «Actes», de samedi en samedi, la révolte en pointillé n'a récolté que des blessés, des mutilés, des morts.

De prime abord, deux processus de contestation «de terrain» s'offrent à la population, avec des résultats peu sérieux : la manifestation et la grève. Encore peut-on y joindre le boycott de toute élection. Une manifestation est désormais aisément jugulée si le pouvoir décide d'y mettre tous les moyens. Quant à la grève elle s'assagit rapidement faute d'unité. Ensuite les «petites gens» ne disposent pas de ressources suffisantes pour maintenir un blocus intégral durant des semaines, voire des mois. Car il faudrait bien ça

pour faire un tant soit peu vaciller le pouvoir. Quant à une révolte brutale et ravageuse censément libératrice que d'aucuns appellent de leurs vœux, trop parmi la population, ont encore beaucoup à perdre, engoncés qu'ils sont dans leur individualisme, dans une société de surconsommation, pour être capables de se liguer en une masse déterminée. Faute de moyens, toute tentative de rébellion à venir sera rapidement étouffée dans l'œuf par un pouvoir insensible, sourd, hostile à toute concession, suréquipé en moyens répressifs. Ce serait une hérésie que de ne pas en tenir compte de cette impuissance matérielle, de cette disproportion des moyens que développe tout pouvoir autoritaire pour faire régner «l'ordre». Un ordre liberticide, mortifère.

C'est que la solution, du moins l'un de ses éléments, doit être ailleurs. Le plus important est ce qui est le moins apparent, le plus oublié, ou pire, ignoré. Car si faire basculer de leur socle tyran et acolytes relève de l'exploit, savoir comment et quoi installer à la place en est un autre, est tout autant héroïque. Cela ne peut s'escamoter dans la précipitation houleuse, les rassemblements tonitruants et les saccages.

Exiger de tous qu'ils défendent, les armes à la main (lesquelles, combien ?), contre l'intolérable violence des riches est un réflexe légitime. C'est le premier moyen qui vient aux esprits surchauffés. Mais on n'ignore plus ce que cela induit comme amertume, comme déception, une fois le calme revenu.

Il est un autre moyen, qui ne sied guère aux justiciers expéditifs : la non-violence. Ses opposants argumentent que, jamais, au plan social, rien n'a pu s'obtenir sans verser de sang. Si ce n'est pas tout à fait faux, encore faut-il avoir les moyens de la répartie, soyons logique. Or, à mesure que passe le temps, ces moyens se trouvent tous accumulés du côté d'un pouvoir bien décidé à rester aux commandes, quel qu'en soit le prix. Il n'est pas possible d'oublier que dans les cas extrêmes, les exploiters n'hésitent pas à faire tirer sur la foule, et il se trouve toujours assez de main d'œuvre bénéficiant d'un confortable anonymat - quand ce n'est pas de l'impunité totale, prête à exécuter les ordres les plus infâmes. Sécurité de l'emploi oblige ?...

Ici, une grave question se pose : les fameux résultats, les acquis sociaux obtenus naguère par la violence, que sont-ils devenus aujourd'hui ? Que sont devenus tous les meneurs, les prometteurs de beaux jours, les partis soi-disant libérateurs ? Là encore, depuis des années nous nous rendons compte que tout est chaque fois à recommencer. Donc de la même manière ?

Il semblerait qu'un pernicieux effet de bascule, sous le coup d'une impitoyable fatalité, nous condamne à verser tantôt dans la passivité et la soumission, tantôt dans les coups de colères démolisseurs mais qui à terme n'enrangent que des déceptions. Avec la mise à sac, les têtes au bout des piques, avons-nous là une vraie solution d'avenir ? Tout prouve que non. Sans cesse nous trébuchons sur les mêmes travers : nous courbons l'échine, vaille que vaille, nous finissons par

constater des abus, nous nous sentons de plus en plus brimés, jamais écoutés ni entendus, puis nous admettons avoir été trahis, manipulés. Alors nous versons dans la colère. Vouloir tout casser nous démange de plus en plus. D'en haut, on nous lâche un peu de lest, et... le cycle recommence. Feux, sang et destructions se révèlent en fin de compte peu fiables parce que engendrés par la passion, les mouvements de foule, les slogans de bouleversement «définitif». L'Histoire de l'humanité en est riche d'exemples dont les leçons n'ont toujours pas été tirées.

Les révolutions n'ont jamais été gagnées par les peuples qui les ont fomentées avant de se faire massacrer. Elles ont été gagnées par les riches. Soit ces soulèvements furent sauvagement réprimés, prélude à l'exacerbation de la dictature. Soit ils furent récupérés en douce par des puissances occultes qui n'eurent de cesse, une fois dissipé l'arc-en-ciel des promesses et des compromis, de rétablir un système de gouvernement jumeau du précédent. A peu de choses près.

Ce simulacre fonctionne à merveille puisqu'on parvient à le fêter bruyamment et la mémoire vide tous les 14 juillet...

Seulement, on ne fertilise pas l'avenir avec du sang, des morts et des ruines. Répétons-le : lorsqu'ils ne possèdent qu'une petite vie pour toute richesse, *où est la victoire, pour les morts ?* (Fr. Dard) Celui qui trinque toujours le plus c'est le peuple. Même s'il est notoire qu'aucune dictature n'est éternelle, c'est le type de règne qui dure le plus longtemps. On se doute pourquoi et de quelle manière. Nous perdons

de vue que l'oligarchie - dont le cri de ralliement est «Soyez citoyens, votez pour nous, on s'occupera intégralement du reste !» - finit, lentement mais sûrement, par installer les rouages d'un régime de plus en plus autoritaire. Qu'une dictature soit «souriante» ou «molle» à l'instar de celle de l'Union européenne - qui déteint notamment sur la France, ne change rien au résultat oppressif.

Serait-ce que le peuple, est trop naïf, trop indifférent, trop mal éduqué politiquement, trop paresseux ou infantilisé par le pouvoir, pour ne pas en porter une grande part de responsabilité ? C'est plus que probable. N'est-ce pas lui, en effet, qui offre aux plus riches les clefs du pouvoir lorsqu'il glisse ses bulletins d'élections dans les urnes ? Ceci dit, que l'on soit pour ou contre les élections, il ressort que peut importe la manière dont une dictature a été mise en place, celle-ci tend à être remplacée tôt ou tard par un régime représentatif, auto-proclamé démocratique. Sans la moindre vergogne ! Cette supercherie fonctionne très bien. Il suffit d'y éduquer, depuis tout petits, les futurs électeurs, de les faire baigner dans une macédoine d'oxymores jusqu'à ce qu'ils aient la certitude d'être des citoyens. On le leur aura assez seriné pour qu'ils en soient convaincus...

Pourquoi les révolutions armées échouent-elles ? Pourquoi ne sont-elles pas LA solution ? L'essentiel du problème réside dans notre statut politique : nous ne sommes pas constituants. Simples électeurs nous n'avons AUCUN pouvoir face à ceux que nous désignons pour nous gouverner, mal, si mal que nous ne cessons de nous en plaindre, d'un bout à l'autre

de l'année mais sans jamais remonter à l'origine du problème. Nous préférons blâmer, nous diviser sur des conséquences, et des conséquences de conséquences. Cela sert à merveille les dirigeants. A fonctionner de la sorte nous ne faisons que nous morfondre dans le sempiternel constat et la contradiction.

Le constat : en ne cessant 365 jours par an d'énoncer et d'accumuler des flots d'évidences et de faits parfaitement prévisibles.

La contradiction : parce que dégoûtés de la politique nous voudrions qu'elle puisse être pratiquée de manière plus saine, contrôlée, éthique, égalitaire, non professionnelle, sans privilèges, et surtout qu'elle n'échappe pas à une justice qui ne fasse aucune différence entre le peuple et ceux qui devraient le servir. Or nous perdons de vue que, pour que cela adienne un jour, cela dépend surtout de nous tous, non seulement du niveau d'éveil de notre conscience, mais aussi de notre formation politique.

Ah, ils sont nombreux, ceux qui nous pondent aujourd'hui des pavés de plus de 250 pages pour nous abreuver de constats et d'évidences qui n'apportent que du grain à moudre au moulin de notre désespoir. A croire que nous préférons les lamentations ! Ou nous convaincre que ce n'est qu'en saccageant tout, en brandissant des haches, en dressant des guillotines que l'on pourra changer le monde. Cela, c'est une vraie utopie !

Parce que ce n'est pas le monde qu'il faut changer, mais l'humain... Dès l'aube de sa vie.

Avec ou sans révolution, le capitalisme, source de tous nos maux, peut-il s'effondrer de lui-même ? Non, tant que la Banque centrale aura de quoi spéculer sur les énergies fossiles, sur les dettes et sera seule à créer la monnaie. Cela peut encore durer longtemps. Tant que l'État ne sera pas souverain et dépendra de ces mêmes banques pour créer la monnaie, tant qu'il sera sous tutelle U.E., rien ne changera. *Les riches n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts.* Qui serait assez farfelu pour encore en douter ?

Aurions-nous perdu de vue que toute forteresse a ses failles ? Que tous les empires ont fini par s'effondrer ? Ce n'est jamais qu'une question de temps. Mais ce peut aussi être le fait de certains hommes qui préfèrent cesser de gémir, de mariner dans la contradiction entre leurs aspirations et leur absence de clairvoyance à long terme.

Le changement de cap de notre mentalité de soumis ne peut se faire qu'en modifiant intégralement notre compréhension du statut de citoyen et de la signification d'une démocratie vraie. Il faudra le répéter : un citoyen ressortissant d'une démocratie digne de ce nom est *forcément* constituant. C'est-à-dire qu'il détient le droit et le pouvoir de s'occuper des lois, de la constitution.

Une oligarchie n'est en rien démocratique. D'où l'impuissance manifeste du peuple, qui ne recense pas de citoyens. Depuis 1789 le tour est joué, et nous sommes tous dans la nasse.

On l'a compris, s'il en est ainsi ce n'est pas dû au hasard, ni à une quelconque fatalité : les élus, après nous avoir abreuvés de leurs ambitions, n'ont pas l'intention d'y donner suite. Ils ne veulent pas que leurs administrés s'émancipent, contrôlent et sanctionnent les élus. Mais il faut bien leur dorer la pilule...

Maintenir un peuple au collet ne requiert que le refus de lui céder l'autonomie, afin qu'il se plie à un système qui met toujours la même «élite» aux commandes du pays. Il est flagrant que celles et ceux qui se font passer pour tels nous mentent : financiers, banquiers, rentiers, spéculateurs, marchands d'armes, grands industriels, bref les plus riches d'entre les parvenus, tous exploiters. Ils ont les moyens de formater l'opinion, d'influer sur nos modes de vie. Ils ne vont pas hésiter à soutenir généreusement les candidats politiques qui leurs sont favorables (et que, naïfs comme pas deux, nous croyons choisir !), ces derniers n'ayant qu'à taire tout ou partie de la vérité...

Cette caste «élitisée» par les médias (tous achetés par quelques milliardaires), ce cercle d'initiés hypertrophiés par un ego surdimensionné, ce clan de bouffis d'arrogance et de prétention se joue aisément de nous, grâce à notre passivité et à une bonne dose d'enfumage. Ces faux représentants ne veulent pas entendre parler de la démocratie, du pouvoir rendu au peuple. Cela leur serait fatal. Ils seraient obligés de se consacrer au bien collectif, à l'égalité politique. Pas question ! Il faut que les riches continuent à s'enrichir grâce

aux pauvres ! Qui doivent impitoyablement continuer à les gaver ! C'est donc que le pouvoir, l'attrait des privilèges, de l'argent provoque une aliénation définitive ? Indubitablement. La quête effrénée du pouvoir relève du domaine de la psychiatrie. C'est que le pouvoir est tellement attractif, surtout lorsque la population lui donne un fabuleux coup de pouce, rien qu'en passant par les urnes ! Mais il faut se rendre à l'évidence : les élus n'abdiqueront pas - même au lendemain d'une révolution sanglante.

Oui, le pouvoir est bien trop attractif pour qu'il soit lâché facilement. Surtout lorsque des millions de personnes subjuguées par les belles annonces y contribuent aveuglément jusqu'à ne pas voir qu'elles se trouvent démunies de tout moyen de contrôle, de révocation, de jugement, d'abrogation de lois iniques, de condamnation de la corruption.

De longue date, tout est conçu par celles et ceux qui se font passer pour les meilleurs, les plus aptes, afin que *leur* système, injuste, illégitime, demeure en place. Pour qu'il fonctionne tel quel, le plus longtemps possible au bénéfice d'une minorité et au sacrifice d'une majorité. Nous en avons une très longue expérience.

Dans ce cas, comment espérer inverser le rapport de force, sachant que le peuple ne tient jamais le couteau par le manche ? Brider ce système pervers ne peut se faire que de l'intérieur. Toute machine puissante craint le «grippage», la rouille, le sabotage. Le moindre grain de sable peut l'enrayer et l'immobiliser. Plus ses rouages doivent être fiables, dévo-

lus à l'ensemble du système, plus complexe, plus délicat et plus fragile il devient. Le premier grain de sable est le facteur humain, omniprésent dans cette machine qui ne fonctionne que pour elle-même, contrainte d'accroître sans cesse la surveillance de tous ses éléments. Sauf rarissime exception, la nature humaine est sujette aux doutes, à la frustration, aux remords. Elle est vulnérable à l'ambition, tentée par la corruption, rouée aux mensonges, sensible aux convoitises, aux jalousies. Elle est aguerrie aux trahisons, vengeances, mensonges et chantages. Voilà des tares qui servent à merveille *l'Armée des ombres* que sont les résistants. Parce que l'édification d'un pouvoir totalitaire ne peut se faire que grâce aux faiblesses humaines, grâce aux divers hochets qu'agitent sans cesse les élus et leurs pourvoyeurs de puissance : promotions, élections, passe-droits, immunité, privilèges, avantages mobiliers, immobiliers.

Tous les électeurs sont des «grains de sable» en puissance. Ce potentiel est merveilleusement, intégralement renouvelable. S'il est déterminé, chaque grain peut commencer par réduire radicalement sa frénésie consumériste en se défendant d'alimenter, d'enrichir les riches. Le vice majeur des nantis consiste à accumuler de l'argent, encore et toujours, même s'ils en possèdent à ne plus savoir qu'en faire et qu'ils ne peuvent qu'être blasés de tout, après avoir pu tout acquérir, y compris la conscience et la dignité des hommes qui font le choix de les servir, avec le mesquin espoir de bénéficier de quelques largesses.

Ne plus pouvoir accroître cet amas d'argent qu'ils possèdent leur est intolérable. Pour alimenter ce cycle pervers il faut que les pauvres demeurent soumis (sans qu'ils s'en rendent trop compte) aux émules d'Harpagon. C'est ainsi, «grâce» aux plus riches, qu'aucun pays n'a jamais pu être en mesure de pratiquer une démocratie qui ne soit pas une comédie. Donc, le tourment de ne plus détenir et jongler avec une masse d'argent constitue un des points vulnérables de l'empire de Goliath.

Les contribuables ont pu constater une chose essentielle, lors de ce confinement abracadabrant qu'ils ont dû subir (et dont certains commerçants vous auront fait payer le déconfinement en majorant leurs prix (bravo la solidarité française !), en ces mois de triste printemps 2020, à cause de l'impéritie effroyable, scandaleuse, ignoble de celui qui se prend pour un chef d'État.

Vivre en ralentissant tout, en réduisant notre agitation est possible. De plus cela nous donne l'excellente occasion de réfléchir et de mieux nous informer. A notre portée nous avons - pour commencer - le refus d'obéir, de gaspiller, de consommer sans frein, et surtout d'élire des pantins incompetents, des malades, des banquiers au seul service de la haute finance, mais jamais du peuple. De cette panoplie de refus potentiels nous pouvons faire un outil, capable, avec du temps et de la détermination, de saper la logique du système capitaliste qui compte essentiellement sur notre soumission inconditionnelle à une hyper-consommation et sur notre division politique.

On l'a dit maintes et maintes fois, depuis longtemps déjà, mais il faut sans cesse battre le fer : tous les militants, les rebelles, les révolutionnaires en herbe qui militent pour une cause ou l'autre, qui veulent que la société change, que la politique change, n'ont aucun pouvoir. Ils n'obtiennent rien parce qu'ils sont une minorité à incarner eux-mêmes le changement, tandis que la nation ne les suit pas, préférant consommer, s'agiter inconsidérément, plier l'échine, élire.

La résistance peut prendre mille facettes car le peuple a pour lui la force du nombre. Il n'est vraiment pas difficile de semer la panique parmi les lobbys, les financiers, les spéculateurs, les élus, les actionnaires, les banques, y compris les parlementaires (salaire mensuel : entre 4.000 et 12.000 euros !) toute cette vaste clique d'esclavagistes qui tirent profit de la passivité, de la naïveté populaire. Cette forme de violence des riches s'additionne à celle de l'U.E. et de son euro de malheur, dont il importe de nous détacher au plus vite.

Un autre moyen de nous libérer des excès du capitalisme forcené : le «Frexit», de plus en plus cité dans les médias comme un recours nécessaire au sauvetage de la France. Cependant, ne nous leurrions pas, Macron, factotum millionnaire des euro-atlantistes, n'accordera aucun référendum sur ce sujet, car il se doute bien de la réponse cinglante que le peuple lui enverrait en travers du faciès. Il ne nous reste alors que le choix d'espérer que l'Italie ou l'Allemagne se défasse des liens de l'U.E. pour que la France suive enfin

le mouvement, la brèche ouverte par le Brexit. En attendant, rien ne nous empêche de militer, de faire circuler les nombreuses raisons de sortir du piège de cette prétendue «Union» européenne, qui ne gagnera rien à être «refondée», «repensée», «modifiée» selon les termes de Macron ou de ses prétendus opposants (avec en tête les Mélenchon, Le Pen, Dupont-Aignan, Philippot,...). Les GOpEs (Grandes Orientations Politiques et Économiques) sont là, chaque année, pour nous rappeler que nous serons toujours tous maintenus par le gant de fer et les lois du «Miracle européen» qui trône à Bruxelles et nous saigne à blanc.

Les sept institutions qui assurent le fonctionnement de cette «chance» tant vantée par ses eurolâtres (Parlement européen, Conseil européen, Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Cour de justice de l'Union européenne, Banque centrale européenne, Cour des comptes européenne) nous coûtent une fortune colossale. De plus, que l'on soit pour ou contre, la conséquence du Brexit est que dès janvier 2021, la France verra sa «facture annuelle U.E.» augmentée d'environ cinq milliards d'euros. De 9, elle passera à plus ou moins 14 milliards, la BCE tendant son escarcelle de manière plus insistante vers les pays membres restants soumis à l'U.E.

Imaginons-nous un seul instant l'Allemagne souriant devant la menace d'une ponction de plusieurs milliards ? Difficile... Dans le cas, de plus en plus probable où l'Italie, voire l'Allemagne ou tout autre nation parmi les plus importantes

contributrices, quitterait l'U.E. Une France à la traîne verrait sa contribution accrue de quelque 19 milliards, au bas mot. Cela avec, bien sûr, le cadeau annuel en forme d'épée de Damoclès que sont les GOpEs, cette superbe émanation de quelques centaines de non-élus surpayés (par vous !) défendue bec et ongles par Macron, le parfait euro-atlantiste de service, qui n'est là que pour les faire appliquer tel un lardin surpayé.

Face à celles et ceux qui méprisent à ce point plus de 500 millions (au bas mot) d'êtres humains pourquoi continuer à tergiverser en espérant un miracle ? Les riches n'ont pas de cœur ils n'ont qu'un tiroir-caisse. C'est leur propre avidité qui va entraîner la déconfiture de leur fausse Union européenne. Alors, plus que jamais le mot d'ordre doit être : Frexit - et son pendant indispensable, le R.I.C. Qu'on le veuille ou non, ce sont des idées qui font leur chemin dans l'esprit d'une frange éveillée de la population qui a compris que la forteresse ultra-libéraliste, inhumaine, infréquentable, se fend de toutes parts.

Mettre la clef sous le paillason de l'U.E. est dans l'intérêt de la nation française sous peine qu'elle ait à subir longtemps encore ce véritable chaos que personnifie avec emphase son mielleux, son histrion de président, Monsieur anti-France. Lequel fait partie de cette «élite» des 1 % qui aimerait faire trimer les 90 autres pour cent jusqu'à la mort, en éliminant au passage les retraites, les «inutiles», les «encombrants», etc. Élite qui compte beaucoup sur notre passivité, sur notre ignorance et cette crasse propension à se laisser lobotomiser

par les radios, chaînes de télévision et journaux à la botte du pouvoir, qui ne cessent d'encenser les européistes de toute envergure. Comme s'il s'agissait d'un libre choix des peuples. Cette «élite» sans états d'âme, il est possible de cesser de lui gonfler ses comptes en banque et faire ses quatre volontés. Lorsque nous estimons - à juste titre - que notre système politique est gangrené jusqu'à la racine, nous évitons toujours de dire ensuite que nous en portons tous, à des degrés divers, une part non négligeable de responsabilité, il faut le répéter.

De là à imaginer que, confrontés au pire de la politique, et de ce qu'elle nous promet, de là à croire que nous sommes parés pour une castagne jusqu'à la mort, il y a une marge énorme. Surtout lorsque le rapport de force est à un contre un million ! Nous ferions mieux de regarder les choses en face et constater l'inanité de ce projet. Nous ferions mieux de nous entraîner à pratiquer un type de «sacrifice» bien plus durable et constructif, mais qui ne demande pas moins de courage ni de détermination.

De deux engagements nous devons choisir le plus intelligent, le plus utile à la communauté. Une des meilleures tactiques, la moins sanglante, est celle de nos bras croisés, de nos portefeuilles fermés, de notre consommation réduite au maximum, tout en soustrayant des banques le moindre de nos billets, en allant même jusqu'à suspendre tout projet de création d'entreprise et de construction immobilière, voire même de natalité, en freinant au maximum notre frénésie motorisée, en mettant un sérieux bémol à nos voya-

ges, nos déplacements en avion ainsi qu'à la plupart de nos égoïstes désirs qui ne sont même pas des besoins vitaux et dont la planète souffre terriblement. Foin des achats de gadgets inutiles, de voitures neuves. Et cela doit durer le temps qu'il faut.

Nos esclavagistes ne nous croient pas capables d'une telle «évasion» de leur forteresse ? Nous sommes des dizaines de millions à pouvoir entrer en résistance et capables de leur prouver le contraire ! Lors de l'abusif et incohérent confinement digne du Moyen-âge, nous avons vu les routes, les magasins, les restaurants, les cinémas, les villages déserts, bref à quoi ressemblerait une vraie grève générale illimitée... que nous sommes incapables de déclencher faute d'unité. Nous avons perçus la frayeur que le ralentissement, voire l'arrêt de la production, de la consommation - et par la même occasion du gaspillage parmi les boursicoteurs, les promoteurs forcenés en tout genre, au sein du système bâti à l'effigie du Veau d'or.

Sans cocktails molotov, sans fusils, nous pouvons affaiblir ceux que nous croyons invincibles, ceux qui pensent et agissent comme s'ils étaient convaincus de l'être. Notre révolution silencieuse peut être de chaque instant, en tous lieux, en gardant sans cesse à l'esprit : *à qui profitent nos constants et insatiables excès en tout genre ?* : en bout de course et dans la majorité des cas à des riches qui n'ont pas besoin de l'être toujours plus pour mieux nous contraindre à les servir.

Consommation réduite, boycott intégral et définitif de toute élection qui ne servirait pas la cause citoyenne, etc., cela peut-il vraiment suffire à bousculer nos maîtres hors de leur cénacle, sans passer par une révolution meurtrière ?

Avant de sourire, de hausser les épaules, il faut d'abord au moins tenter sérieusement, courageusement et durablement l'expérience. En aurons-nous seulement le courage ou préférons-nous nous enliser dans le vain constat des conséquences qui laminent notre vaillance ?

Nos moyens ne sont limités que par notre imagination. A ceux que nous venons rapidement d'évoquer nous pouvons encore joindre un incontournable complément qui concerne la politique. Car, qu'on l'admette ou non, tout démarre et se résout par la politique. Mais que l'on se rassure, il ne s'agit pas de retomber dans le piège qui nous a réduit à rien depuis des siècles, face à ceux qui nous font payer si cher le seul fait de vivre.

Faut-il alors, malgré tout, compter sur une bonne âme au charisme irrésistible, ou sur un parti dont le programme alléchant semblerait audacieux, «musclé», extraordinairement salvateur ? Pour... rapidement retomber dans les mêmes travers dénoncés d'un bout à l'autre de ce livre ? Pour changer d'avis, il faudrait d'abord que tous nos représentants, nos grossistes en duperies soient, au minimum, de la trempe d'un Jean Jaurès, d'un Ambroise Croizat ou d'un de Gaulle.

Constatons tout d'abord que celles et ceux qui cherchent le pouvoir, et sont capables de toutes les vilénies pour l'obtenir

sont... *anormales*. Même si cette démarche est entamée pseudo-démocratiquement «pour notre bien» c'est oublier ce que cela dissimule. Soyons clair : désigner un représentant c'est déléguer, c'est tout simplement abdiquer. C'est renoncer à toute possibilité de décision, d'objection, de refus, d'exercer le moindre pouvoir. Déléguer c'est se défaire non pas de sa responsabilité (loin de là) mais de son potentiel de réflexion, d'autonomie, d'engagement citoyen. Déléguer c'est remettre les clefs de son avenir entre les mains d'un maître. C'est lui offrir le collier et la laisse pour nous traîner de-ci, de là, selon son humeur et ses ambitions.

C'est l'inertie du peuple, son manque de confiance en lui-même, ne l'oublions pas, qui l'incite à préférer choisir des représentants, donc des délégués. C'est cette même inertie qui renforce la puissance des dominants. Massive inertie qui conforte quelques poignées d'élus dans leur droit à priver le peuple de son propre pouvoir. Ainsi la démocratie lui est-elle ôtée des mains. N'avons-nous pas suffisamment vécu ce que cela donne comme résultat ?

C'est certain, envers et contre tout il y en aura toujours pour miser sur un chef ou un parti. Ont-ils à ce point besoin d'obéir à un chef, à une idole ? Sont-ils à ce point fainéants ? Pourquoi s'en référer à un meneur, fut-il excellent rhétoricien et analyste ? Nous avons pourtant expérimenté à nos dépens des «modèles» du genre, qui ne manquèrent jamais de nous décharger discrètement de tout pouvoir citoyen, ne nous laissant à ronger que l'unique os de l'élection à la digestion amère.

Quant aux esclaves mécontents mais qui préfèrent malgré tout continuer à ramer, ils n'ont que la ressource de grogner. Voudront-ils savoir que leur misérable sort a été méticuleusement mis au point afin qu'ils ne puissent guère faire plus que de continuer à être ce qu'ils sont ? Pour beaucoup d'entre-eux il sera toujours plus confortable de s'en remettre à une autorité, à un chef de file. Pour mieux se décharger de toute responsabilité. Oui, ils préféreront ne pas s'investir, ne pas réfléchir. Ainsi dépendront-ils toujours d'une autorité pour leur désigner ce qu'ils peuvent, ou non, voir, penser, faire ou comprendre. (A ce sujet nous leur recommandons le film de Henri Verneuil *I comme Icare*, dans lequel on découvrira l'instructive démonstration de l'*Expérience de Milgram*.)

La faiblesse fait surtout des suiveurs. Suivre est souvent le fait de paresseux, de profiteurs, de ceux qui doutent trop d'eux-mêmes, qui préfèrent suivre le sillage d'un «guide». Tout aussi nombreux ceux qui – même confrontés au pire, à l'urgence, préféreront toujours obéir servilement plutôt que de s'attaquer à une sérieuse analyse des événements, à retrousser leurs manches sans attendre qu'on leur dise quoi faire, quoi penser, comment agir.

Pour briser ce vieux moule dans lequel nous usons nos plus ardents espoirs et nos vies, nous devons devenir citoyens, en étudiant, en réfléchissant en groupes de plus en plus nombreux, toujours à partir des mêmes principes : l'intérêt collectif, l'égalité politique avant tout, de manière totalement et obligatoirement désintéressée.

L'élément majeur, pour ceux qui s'estiment être en guerre contre le pouvoir, n'est-il pas une bonne méthode insurrectionnelle, à insuffler ensuite dans le cerveau de tous les moutons afin qu'ils se libèrent des bergers ? Le pouvoir, nous avons tous pu l'observer au gré de notre existence, finit toujours par rendre fou, peu ou prou. Bien sûr, au début on nous montre volontiers patte blanche, mais vient inmanquablement un temps où la tentation vient aux plus vertueux de dépasser les limites. L'humain étant ce qu'il est, les meilleures raisons pour ce faire surviennent toujours...

La conclusion de tout ceci est que les efforts ne sont efficaces que coordonnés. C'est le bon sens même. Chaque «grain de sable» doit d'abord avoir compris l'importance capitale qu'il a à devenir un vrai citoyen. Puis d'avoir pris le temps de déterminer, dans les détails, à quel type de société il souhaite coopérer, comment celle-ci doit fonctionner et selon quels principes le peuple doit se protéger des abus. Cela exige du temps, de l'abnégation. Cela exige de cesser de rabâcher entre nous la litanie du constat, d'arrêter de se renvoyer quotidiennement le stérile lamento des conséquences.

Les plaintes et les regrets n'ensemencent rien. Sans avoir quelque peu admis ce que ces pages proposent, aucune révolution, si violente puisse-t-elle être (et à supposer qu'elle réussisse, ce qui est extrêmement douteux vu les moyens répressifs actuels dont dispose le pouvoir), aucune, répétons-le, faute d'avoir conçu une base politique nouvelle, solide, édifiée par le peuple pour le peuple ne sera en mesu-

re de préparer le renouveau. De préparer l'avènement de cet An I de la Démocratie auquel aspirent celles et ceux qui veulent se sacrifier «une fois pour toutes» à l'occasion d'une vaine confrontation destructrice. En supposant qu'ils soient allés jusqu'à l'hécatombe, par désespoir, rien de solide ni de durable ne pourra voir le jour si l'étape citoyenne préalable aura été négligée. Et le cycle de la dictature renaîtra, vivifié par le sang inutilement versé.

Le temps n'est-il pas venu de tirer la leçon de ce que nous font subir nos «représentants» ? De tout ce que les régimes politiques nous ont jusqu'ici enseignés ? Du martyr que les peuples soumis ou inconscients n'ont cessé de subir ?

Le préalable décisif à tout projet de révolution consistera obligatoirement en notre éducation politique. Ce n'est pas l'Éducation nationale qui prendra en charge notre formation de résistants démocrates (l'intégralité du système est bétonné par l'oligarchie !). Seuls des ateliers constituants peuvent faire de nous tous, en tout cas massivement, de fertiles citoyens familiarisés avec une bonne constitution. Sans omettre, en parallèle, toutes les actions possibles en qualité de « grains de sable ».

Y contribuer modestement était l'ambition de ce «chantier» permanent ouvert à tous. Au lecteur courageux de faire en sorte de lui donner une suite pratique.

Ouvrages conseillés

Lire peut nuire gravement à notre ignorance

- Manifeste pour la vraie démocratie, A. Tolmère (pdf)
 Le pouvoir au peuple, Y. Sintomer, La Découverte
 Note sur la suppression générale des partis politiques, S. Weil, Allia
 Radicaliser la démocratie, D. Rousseau, Seuil
 Contre les élections, D. Van Reybrouck, coll. Babel, Actes sud
 Comprendre la monnaie, R. Mathieu (pdf téléchargeable)
 De la dictature à la démocratie, G. Sharp (pdf)
 Désobéissance civile et démocratie, H. Zinn, Agone
 Comment les citoyens peuvent décider du bien commun, J. Testart, Seuil
 La démocratie, une affaire d'oisifs ?, S. Mansouri, A. Versaille éditeur
 L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie, H. Kempf, Seuil
 Défendre la démocratie directe, A. Chollet, Presses polytechniques et universitaires romandes
 Tirage au sort et démocratie délibérative, Y. Sintomer
 La démocratie athénienne, M.H. Hansen, Les Belles Lettres
 Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale, S. Weil, Gallimard.
 Une société à la dérive, C. Castoriadis, Seuil
 Démocratie antique et démocratie moderne, Moses I. Finley, Payot et Rivages.
 Le capitalisme expliqué à ma petite-fille, J. Ziegler, Seuil
 Notre cause commune, E. Chouard, Max Milo

Quel fertilisant pour une authentique démocratie ?

Cet ouvrage est une initiative d'éducation populaire appelée à se répandre au fur et à mesure du réveil des consciences. Il se destine à tenter de faire du lecteur (aussi tôt que possible) un citoyen éclairé, fertile, qui trouvera ici une forme de chantier permanent. Un chantier dans lequel il pourra faire «sa part», devenir petit à petit un résistant, un volontaire constituant, décidé à prendre en mains son propre destin en même temps que celui de son pays.

Puisque rien de durable ne s'accomplit dans la hâte, cette transformation citoyenne ne pourra se concevoir qu'avec du temps, de la patience et de la volonté. Ceci étant dit, nul n'a encore trouvé mieux que le cerveau collectif pour bonifier l'être humain en profondeur...

J-M. L.

*C'est impossible, dit la Fierté
C'est risqué, dit l'Expérience
C'est sans issue, dit la Raison
Essayons, murmure le Cœur*

(ano.)

Durant une quinzaine d'années, l'auteur a été animateur radio et rédacteur auprès de *Démocratie Plus* (association établie à Bruxelles). Ayant élu domicile en Ardèche méridionale en 2017, il s'est joint, avec son épouse, au groupe des Gilets jaunes, au rond-point de Joyeuse, durant l'hiver 2018-19, pour revendiquer le Frexit et le RIC.

Lablachère – Août 2020